ANNEXE 8 : NOTICE DESCRIPTIVE DU PROJET

Projet de construction d'ombrières pour parcours de volailles avec couverture photovoltaïque

GAEC AUTISSIER

« BRANDE DE MONTMOULARD »

23 600 BOUSSAC BOURG



Avril 2026

+ 33 (0)5 61 820 820
contact@solveo-energies.com
3 bis, route de Lacourtensourt 31150 Fenouillet
SIRET : 50888613200010 - TVA : FR46508886132 – Capital social : 600 000 €
solveo-energies.com

1 PRESENTATION DE SOLVEO ENERGIES 3
1.1 Le groupe SOLVEO 3
1.2 Notre expertise 3
1.3 Notre presence sur le territoire national 3
2 PRESENTATION DU PROJET 4
2.1 Localisation du projet 4
2.2 Zone d'implantation du projet 5
2.3 Projet de mise en place de volieres de type ombrieres photovoltaïque sur un parcours de production d'œufs de poules elevees en plein air 5
2.3.1 Fondations *5*
2.3.2 Photovoltaïque *5*
3 ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX 6
3.1 ZNIEFF I & II 6
3.2 Natura 2000 7
3.3 Patrimoine 7
3.4 Zones Humides 7
4 AUTRES ENJEUX 7
4.1 Gestion des eaux 7
4.2 Raccordement 7
4.3 Bruits et odeurs 8
4.3.1 Bruits *8*
4.3.2 Odeurs *8*
4.4 Risques naturels 8
4.5 Urbanisme 9
4.6 Demantelement du parc agrivoltaïque 9
4.7 Recyclage des panneaux 9
5 ÉTUDE PAYSAGÈRE 9
5.1 Vues proches de la parcelle 10
5.2 Potentielles vues autour du projet 10
6 ANNEXES 11

1 PRESENTATION DE SOLVEO ENERGIES

1.1 Le groupe SOLVEO

Fondée en 1992 par Monsieur MATÉOS, MATÉOS Électricité a développé son activité dans l'ingénierie et l'électricité pour les industriels. En 1998 l'entreprise est transmise à son fils qui créera en 2008 SOLVEO Energies. Cette dernière a pour vocation de répondre à la demande croissante en électricité grâce au développement de projets éoliens, photovoltaïques et de bornes de recharges.
Le groupe SOLVEO est une entreprise française, familiale et locale présente sur toute la chaine de valeur grâce à ses ressources internes.

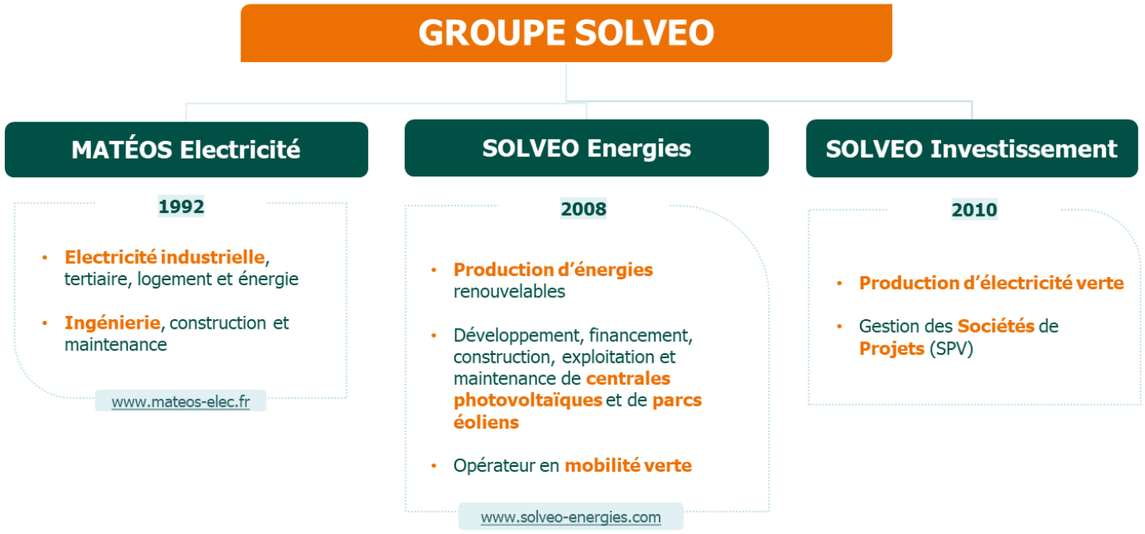


Figure 1 : Groupe SOLVEO

Producteur français indépendant d'énergies renouvelables, acteur agile et pragmatique, SOLVEO Energies accompagne collectivités, citoyens, agriculteurs et entreprises dans le déploiement, le suivi et la maîtrise de solutions de production d'énergies vertes.
Mobilisés par et pour les territoires, nous faisons des ressources naturelles telles que le solaire et l'éolien des investissements d'avenir clé-en-main et à forte valeur ajoutée. SOLVEO Energies intègre l'ensemble des métiers et des expertises nécessaires pour répondre à vos besoins en énergie tout en contribuant à accélérer la transition énergétique.

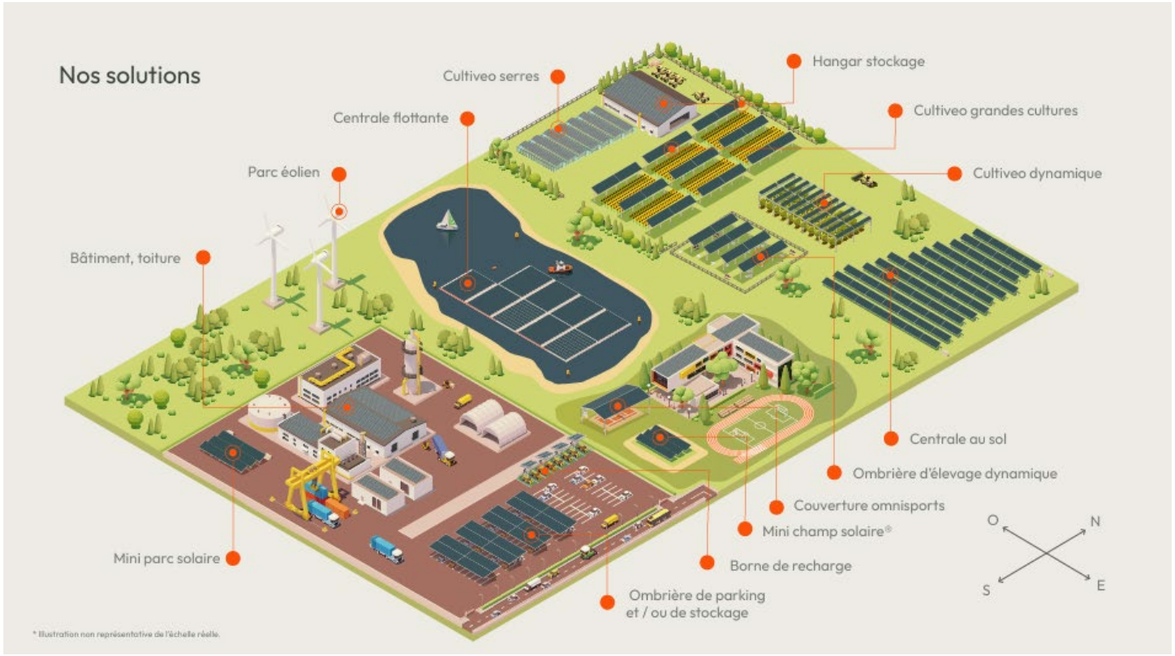


Figure 2 : Solutions proposées par SOLVEO

1.2 Notre expertise

Depuis 2008, SOLVEO Energies développe, finance, construit et exploite les projets qu'elle porte. Aujourd'hui ce sont plus de 320 réalisations (éolien, bâtiments agricoles, toitures, ombrières, photovoltaïque au sol, agrivoltaïsme et bornes de recharges) pour un total de 290 MWc en exploitation/construction.



Figure 3 : L'expertise de SOLVEO Energies

1.3 Notre présence sur le territoire national

Forte de ses 130 collaborateurs (340 dans le groupe) et de ses 7 agences réparties sur le territoire national, SOLVEO Energies peut suivre chaque projet qu'elle développe.

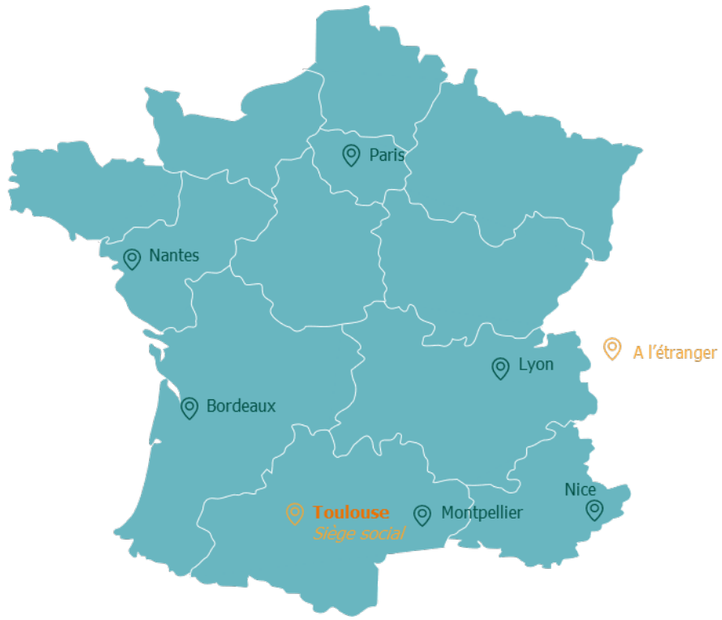


Figure 4 : Agences de SOLVEO sur le territoire

L'agence de Bordeaux est en charge du développement de ce projet, elle sera donc l'interlocuteur à privilégier pour tout contact et demande de renseignements sur le projet.

2 PRESENTATION DU PROJET

2.1 Localisation du projet



Figure 5 : Localisation éloignée du projet



Figure 6 : Zone d'implantation potentielle

Comme le montre l'image ci-dessous, le projet se situe relativement loin des habitations. En effet, la maison la plus proche est à environ 230m au Sud-Est de la parcelle, les autres étant à plus de 450m du projet.
La zone bénéficie de nombres haies qui permettent de limiter les vues sur le projet. En fonction de l'étude paysagère, une plantation de nouvelles haies pourra être envisagée.

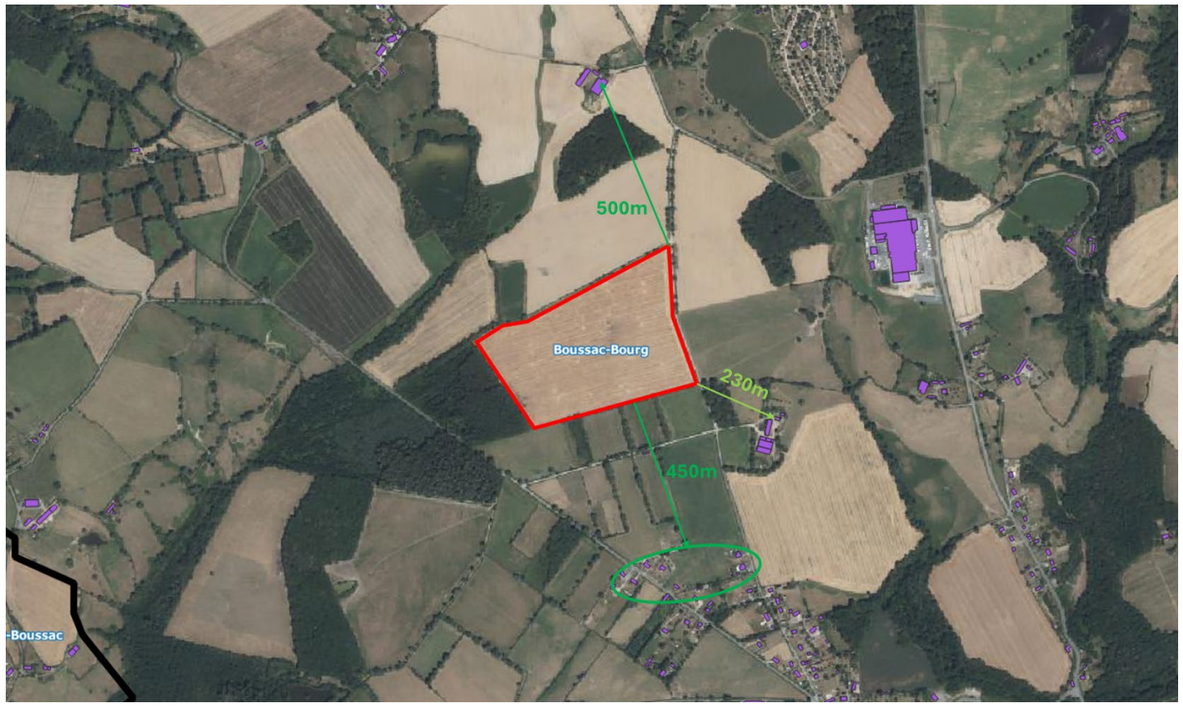


Figure 7 : Distances par rapport aux habitations les plus proches

2.2 Zone d'implantation du projet

Le projet se situe sur la commune de Boussac-Bourg au lieudit « Brande de Montmoulard » sur des parcelles du appartenant à la GAEC AUTISSIER. La GAEC est une exploitation agricole existante, historiquement spécialisée dans l'élevage bovin, qui a engagé en 2024 une diversification de son activité avec la création d'un atelier avicole (production d'œufs de poules élevées en plein air). Ce projet a fait l'objet d'un permis de construire (ANNEXE 3 ET 4) et d'une déclaration ICPE (ANNEXE 2) pour un élevage de 29 990 poules pondeuses. Le bâtiment avicole est donc à ce jour en cours de construction et devrait pouvoir accueillir les volailles d'ici fin 2026.

Dans ce contexte, la mise en place d'un parcours de volailles de 16 hectares équipé d'ombrières avec couverture photovoltaïque sur les parcelles, permettra d'offrir à ces dernières un abri contre les intempéries, les prédateurs et des maladies extérieures. Des filets pourront installés entre les ombrières avec un double objectif de prévention sanitaire (exemple : grippe aviaire) et protection contre la prédation. Le projet d'ombrières photovoltaïques s'inscrit comme un complément cohérent à l'exploitation, apportant un bénéfice direct à l'exploitation avicole, notamment en matière de bien-être animal. Ce projet illustre ainsi une véritable synergie entre l'activité agricole existante et l'intégration d'un nouvel équipement, contribuant à renforcer la performance globale et la résilience de ce type d'exploitation souvent perturbé par les aléas sanitaires et climatiques.

Une prise en charge d'équipements agricoles et une indemnité annuelle sera versée au GAEC afin de faciliter le lancement de cette nouvelle activité qui nécessite de lourds investissements.
La parcelle, drainée depuis plus de 5 ans, était jusqu'à présent cultivée en rotation de céréales. Il y a donc une transition de la production sur la parcelle, mais **sa vocation reste agricole**.

Les parcelles concernées par le projet sont les suivantes : BC 045 / 0046 / 0032/ 0033, pour une surface totale de 16,78ha.

2.3 Projet de mise en place de volieres de type ombrières photovoltaïque sur un parcours de production d'œufs de poules élevées en plein air

Le projet du GAEC AUTISSIER consiste en l'implantation d'un parcours de volailles pour environ 29 990 poules pondeuses. Le parcours s'étendra sur les 16ha de la parcelle pour une puissance installée d'environ 4.15 MWc.
Les ombrières respecteront la loi Zéro Artificialisation Nette (ZAN).

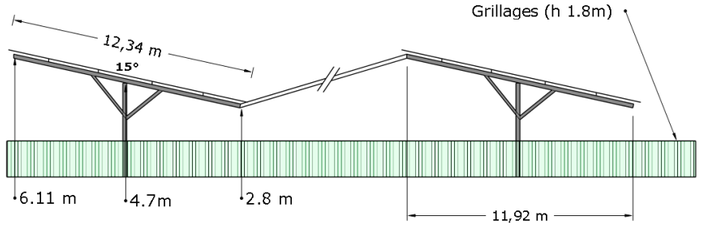


Figure 8 : Plan de coupe des ombrières à volailles

Les ombrières seront ancrées dans le sol à l'aide de 472 poteaux d'environ 0.062m² chacun, soit environ 29m² de surface prélevée (hors locaux techniques) pendant la phase d'exploitation. Cette surface sera rendue à l'exploitation lors du démantèlement des ombrières.

Le projet agricole et financier est détaillé plus loin dans le document.

En conclusion de cette étude, ce projet, comme dans les autres projets de cette même filière, a prouvé et démontré que la mise en place d'ombrières agricoles de ce type apporte de nombreux avantages agronomiques, économiques et environnementaux pour l'exploitation. **Leur mise en place est donc une absolue nécessité pour l'activité agricole du GAEC Autissier.**

2.3.1 Fondations

La technique des pieux battus est envisagée pour ce projet, c'est la technologie qui impacte le moins les sols.
Ce type de fondation est à privilégier sur les espaces naturels, agricoles et forestiers car elle permet, en plus d'une totale réversibilité de l'installation lors du démantèlement, une très faible emprise au sol (circonférence du pieux).
Une étude géotechnique avant le lancement des travaux permettra de déterminer la technologie à employer pour la fixation des ombrières.
Dans tous les cas, la surface prélevée reste très faible et sera entièrement réversible lors du démantèlement de l'installation.

2.3.2 Photovoltaïque

Équiper les ombrières de panneaux photovoltaïques s'inscrit dans une démarche de développement durable par la production d'une énergie verte et décarbonée.
Le projet, d'une puissance de **4,15MWc**, est constitué de **8 479 modules** aux dimensions suivantes **1745 mm × 1134 mm** et de puissance unitaire **490 Wc**.

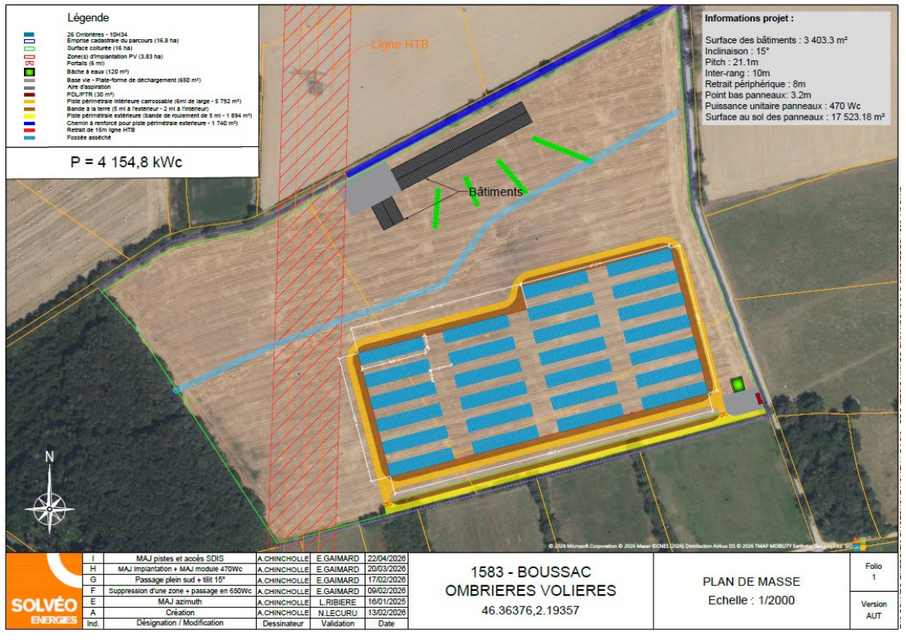


Figure 9 : Implantation du projet

Production électrique

La production annuelle de la partie photovoltaïque sera d'environ **5 040 MWh/an**. Cette production sera entièrement injectée sur le réseau public.
La production réalisée équivaut à la consommation annuelle en électricité d'environ **1 046 foyers** (à raison de **4824 kWh/an/foyer** – 2 223kWh par personne, un foyer est composé en moyenne de 2,17 personnes soit :
2 223 * 2,17 = 4 824 kWh/an/foyer).
Pour alimenter le réseau de cette énergie, des locaux sont nécessaires :

- Point de Transformation (PTR) : point de centralisation du réseau électrique interne, câbles entre les panneaux et les ombrières, qui rejoignent le Point de Livraison (PDL). Le PTR permet d'élever ou d'abaisser la tension électrique en sortie de parc pour s'ajuster à celle du réseau.
- Point de Livraison (PDL) : point de sortie de l'électricité produite par le parc vers le point d'injection sur le réseau national de distribution.

CO2 évité

Une installation de ce type permet d'éviter environ **170 tCO2/an** avec à la production solaire (*source : ADEME, par rapport au mix électrique français – environ 16kg évité par MWh*). Sur les 30 années d'exploitation, cela reviendrait à environ **5 200 tCO2**.

Maintenance

La maintenance est gérée par SOLVEO Energies tout au long de la phase d'exploitation de la centrale. Concernant le nettoyage (annuel ou biannuel en fonction des conditions climatiques) et le remplacement des panneaux photovoltaïques, SOLVEO Energies pourra faire appel à un prestataire local.
Toute casse due à un élément extérieur (grêle, foudre, etc) sera intégralement prise en charge par SOLVEO Energies.

Présence d'une ligne Haute-Tension HTB2 400 kV

Le projet se situe à proximité d'une ligne existante à haute tension HTB2 400 kV, pour laquelle certaines distances de sécurité doivent être respectées. Afin de prendre en compte ces contraintes, une DT (n° 2026011202449D4E) a été réalisée dans le cadre d'une installation à proximité de cette ligne. De plus, nous avons pris contact avec le référent RTE en charge de ce dossier, à savoir ophelie.launay@rte-france.com, qui nous a informés que : « D'après le plan communiqué, les tables photovoltaïques respectent les distances de sécurité vis-à-vis de nos câbles, de même que celles autour du pylône, visant à se prémunir de tout risque de montée en potentiel. » Le projet a été implanté à une distance de plus de 15m des lignes aériennes et plus de 50m des pilonnes. (ANNEXE 1 – retour et échanges avec RTE)

3 ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

3.1 ZNIEFF I & II

La ZNIEFF II la plus proche est « Vallée de la Petite Creuse » et se situe à 1,75km du site. D'autres ZNIEFF II se situent à plus de 6km du site : « Vallée du Verraux et Ruisseaux Affluents » ; « Haut Bassin Versant de l'Indre » ; « Haute Vallée de l'Arnon et Affluents ».



Figure 10 : ZNIEFF II autour du projet

La ZNIEFF I la plus proche est « Mégaphorbiaie et Prairies Humides du Ruisseau du Grand Chezeau » et se situe à 6,55km du site.



Figure 11 : ZNIEFF I autour du projet

3.2 Natura 2000

Aucune Natura 2000 n'a été recensée à moins de 10km du site.

3.3 Patrimoine

- Au Sud, trois sites ont été identifiés à 2km : « Château de Boussac » ; « Pont Ancien » et « Maison a Tourelles ». Aucune visibilité depuis ces sites.
- A l'Est, un bâtiment se situant à 3km est référencé : « Église Saint-Martin et Chapelle Notre-Dame ». Aucune visibilité du projet depuis ce site.
- A l'Ouest, un bâtiment se situant à 4,3km est référencé : « Église et Croix de Parvis ». Aucune visibilité sur le projet depuis ce site.



Figure 12 : Localisation des sites classés ou inscrits dans un rayon de 7km

Grâce à la topographie de la région et aux boisements présents tout autour du site, le projet reste masqué depuis les monuments classés / inscrits.
Malgré tout, les haies entourant la parcelle seront densifiées et réhaussées afin de limiter au mieux tout impact visuel du projet.

3.4 Zones Humides

La zone humide effective la plus proche se situe à 6,5km à l'Est du site. De plus, le diagnostic écologique réalisée par un bureau d'étude indépendant ne relève aucune zone humide potentiels situé sur la zone d'implantation du projet d'ombrière photovoltaïques.



Figure 13 : Zone humide effective la plus proche

4 AUTRES ENJEUX

4.1 Gestion des eaux

Les volières ne créent pas de surface plancher.
De plus, l'imperméabilisation du projet concerne uniquement les postes de livraison et de transformation pour une surface minime d'environ 90 m².
La solution envisagée pour la gestion des eaux pluviales est la suivante :
Infiltration naturelle avec un espace de quelques centimètres (environ 2cm) entre les panneaux pour limiter l'érosion due à la chute de l'eau. L'eau tombant directement sur le sol s'infiltre ensuite naturellement.

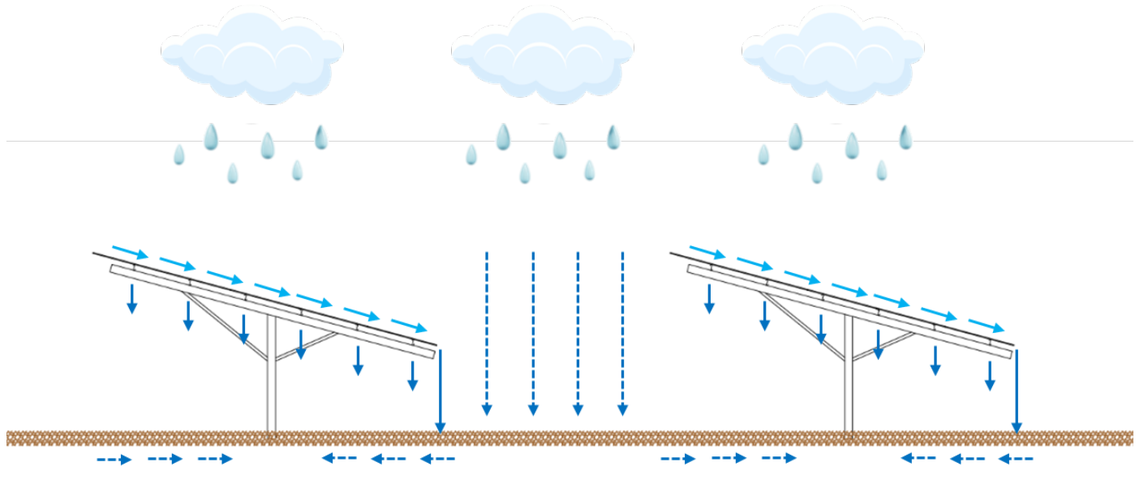


Figure 14 : Options possibles pour la gestion des eaux pluviales

4.2 Raccordement

Le poste source le plus proche est situé à 3,5km au Sud-Est du projet (distance par la route), au Nord de la commune de Boussac. Dans le respect de la doctrine régionale de la CDPENAF concernant les projets photovoltaïques en Creuse, la distance de raccordement au poste source est inférieure à 5km.

La centrale photovoltaïque sera raccordée au réseau public par le gestionnaire de réseau ENEDIS qui réalisera l'entièreté des travaux.
ENEDIS décide également du tracé du raccordement qui ne pourra être connu qu'après l'obtention des autorisations administratives et plus particulièrement du Permis de Construire. Le tracé ci-dessous est donc donné à titre purement indicatif.

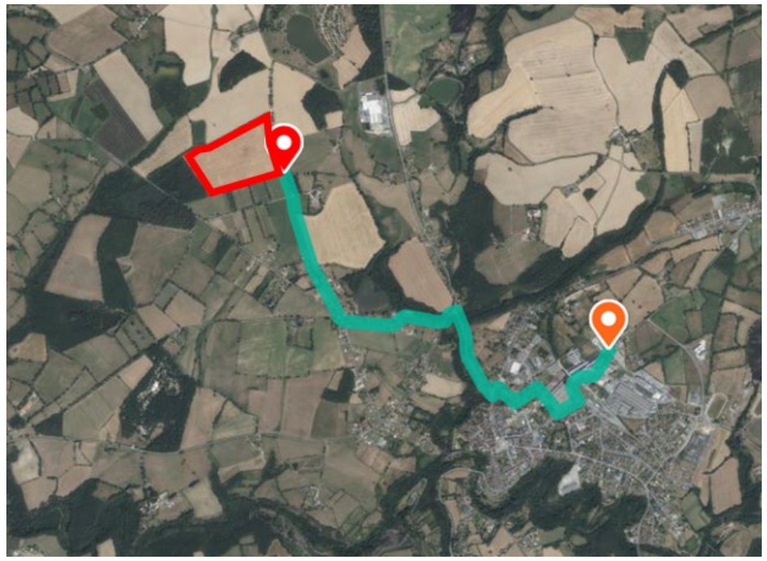


Figure 15 : Itinéraire envisagé pour le raccordement

Le raccordement consiste en la création de tranchées d'environ 0.5m à 1m de profondeur le long des routes existantes. Ces tranchées permettront l'enfouissement des câbles et des fourreaux reliant le projet au réseau électrique national.
Le chantier pourra engendrer des modifications temporaires des conditions de circulation telle que la mise en place d'une circulation alternée.
A noter que ces modifications seront exclusivement présentes lors de la phase chantier du projet. En phase exploitation, aucun impact n'est attendu, sauf problème majeur.
Les travaux étant réalisés en bordure immédiate des routes, aucun impact significatif n'est attendu.

4.3 Bruits et odeurs

4.3.1 Bruits

En phase chantier, des nuisances sonores ponctuelles et temporaires seront émises. Elles seront principalement liées à la circulation et à l'utilisation des engins. Le groupe SOLVEO Energies s'engage à respecter des horaires de travail de journée, aucuns travaux ne seront effectués de nuit. Les engins respecteront la réglementation en vigueur en termes d'émissions sonores. Cette phase de travaux est limitée dans le temps et estimée à 6 mois.
En phase chantier toutes les mesures seront prises pour limiter les impacts sonores pour le voisinage, dans le respect de la réglementation.

En phase d'exploitation, une installation solaire, en tant qu'installation fixe, émet peu de bruit et ne produit ni poussières ni vibrations. La seule source sonore perceptible depuis l'extérieur des locaux est celle des ventilations des locaux techniques. Pour le poste de livraison, un petit ventilateur est seulement présent dans la partie monitoring. Ce ventilateur est asservi à la température et se met en route s'il fait plus de 30°C dans le local. Il ne fonctionne donc pas en continu.
Pour les postes de transformation, il y a deux types de ventilateurs qui ne fonctionnent que le jour. Ces émissions sonores ne sont que faiblement perceptibles à proximité des locaux. Il est donc peu probable que le bruit se propage à l'extérieur de la centrale. Ni les modules, ni les structures n'entraînent de bruits particuliers.

Le bruit généré par un poste de livraison ou un poste de transformation d'un parc solaire est de 65 dB à proximité immédiate du bâtiment et de 40 dB à une distance de 10 m. L'habitation la plus proche d'un local se situe à 230m au Sud-Est du site. **L'exploitation de la centrale n'entraînera donc pas de gêne sonore pour le voisinage.**

4.3.2 Odeurs

Le projet photovoltaïque en lui-même ne sera pas source de nuisances olfactives dans sa phase d'exploitation.

4.4 Risques naturels

Le projet est concerné par un risque faible de retrait-gonflement des argiles (source : Géorisques). Ce point n'est pas bloquant pour le projet. Une étude des sols sera réalisée avant le lancement des travaux pour adapter les fondations si besoin.



Figure 16 : Risque : retrait-gonflement des argiles

4.5 Urbanisme

La commune de Boussac-Bourg est soumise à un PLU adopté en 2017. Le terrain se situant en zone A, zone agricole, avec la règlementation suivante : « *La zone peut admettre les constructions liées aux exploitations existantes et nécessaires aux activités agricoles.* », le projet est donc compatible avec le document d'urbanisme puisqu'il s'agit d'une installation nécessaire à l'activité agricole.

4.6 Démantèlement du parc agrivoltaïque

A la fin de la phase d'exploitation du projet, le propriétaire peut décider soit de garder le parc, soit de demander le démantèlement.
Dans ce second cas, le développeur s'engage à remettre en état la parcelle en y retirant tous ses équipements :

- Structures et pieux ;
- Locaux techniques (poste de livraison et poste de transformation) ;
- Modules photovoltaïques ;
- Câbles et onduleurs ;
- Clôtures à la demande du propriétaire ;

Si un besoin en terre végétale est identifié, elle sera fournie par le développeur sans charge supplémentaire pour le propriétaire.

La majorité des matériaux du parc étant de l'acier et du béton, leur recyclage se fera via des filières de revalorisation de ces matériaux. Pour ce qui est des équipements électriques sauf panneaux (postes et onduleurs), ils seront envoyés dans des entreprises spécialisées pour être démontés puis recyclés.

4.7 Recyclage des panneaux

Aujourd'hui, l'entreprise SOREN domine le marché du recyclage des panneaux photovoltaïques en France. Fondée et dirigée par des acteurs du photovoltaïque, elle a pour objectif de répondre à la demande croissante du recyclage des panneaux.
L'entreprise est mandatée par les développeurs pour prélever les panneaux lors du démantèlement des centrales photovoltaïques et de les livrer directement dans les centres de recyclage.

Pour valoriser les panneaux photovoltaïques plusieurs méthodes existent :

- Réemploi et réutilisation : les panneaux sont examinés puis identifiés avant d'être testés. Cela permet d'évaluer leurs caractéristiques techniques et leur usure, ce qui permettra de définir leurs domaines d'application. Les panneaux en mauvais état ou présentant des caractéristiques trop faibles sont transférés pour recyclage.

- Recyclage par broyage : les panneaux sont en partie démontés (câbles, boîtiers et cadres sont retirés) avant d'être broyés. Une fois broyés, les différents composants (plastiques, connecteurs métalliques, verre, argent, silicium et les résidus) sont séparés pour les revaloriser séparément.

- Recyclage par délamination : tout comme pour le broyage, les panneaux sont démontés de la même manière avant de passer dans un laminoir. Ce laminoir va séparer la plaque en verre des cellules photovoltaïques. Une fois séparées, les plaques sont nettoyées et réutilisées pour la mise en service d'autres panneaux. Quant aux composants des cellules (connecteurs métalliques, silicium et argent), ils sont séparés grâce à un procédé thermique puis chimique avant d'être recyclés à leur tour.

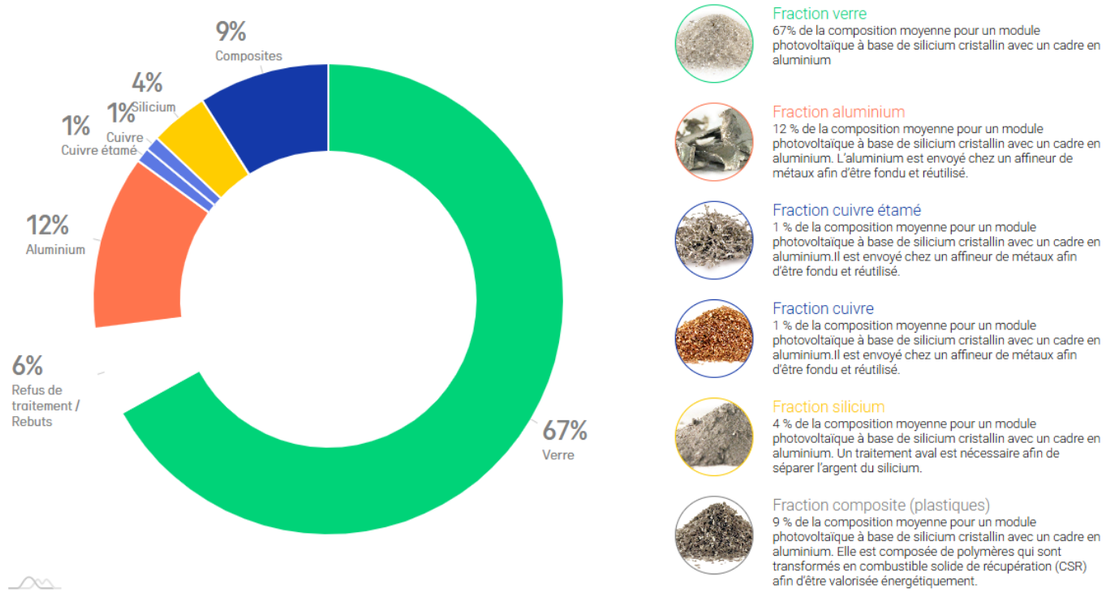


Figure 17 : Revalorisation des modules photovoltaïques (Source : SOREN)

Avec ces différentes méthodes de recyclage, SOREN peut valoriser les modules à hauteur de 94%.
Les 6% restants sont ensuite analysés afin de leur trouver un autre usage.

5 ÉTUDE PAYSAGÈRE



Figure 18 : Angle des prises de vues

5.1 Vues proches de la parcelle



Figure 19 : Vue proche angle Nord Est [1]



Figure 20 : Vue proche angle Est [2]



Figure 21 : Vue proche angle Nord Ouest [3]

5.2 Potentielles vues autour du projet

Annexe : Localisation des points d'observation





Figure 22 : Étude de co-visibilité

L'étude de co-visibilité est une étude réalisée en interne afin prédire des potentielles vues sur le projet dans un rayon de plus de 2km autour de ce dernier.
Pour la réaliser, plusieurs éléments sont pris en compte : topographie, haies, boisements, axes routiers, infrastructures, etc… Ensuite, de nombreux points de visibilités sont placés sur la parcelle (première image) et une hauteur leur est attribuée (hauteur de l'ombrière).
Une fois toutes les données renseignées, on obtient une carte de co-visibilité (deuxième image) qui révèle les zones pouvant apercevoir le projet. **Plus la zone est claire, plus le projet est visible, à contrario, plus une zone est foncée moins le projet est visible.**

6 ANNEXES

6.1.1. Annexe 1 – Retour consultation RTE

Rte

SOLVEO BORDEAUX

VOS RÉF.

NOS RÉF. 7001-26-023 – BR
LE-MAIN-CM-TOU-GMR MCO-APPUIS-26-031

INTERLOCUTEUR M. Benjamin ROUME

A l'attention de Mme GAIMARD Emma

TÉLÉPHONE 04 71 63 99 00

E-MAIL rte-gmr-mco@rte-france.com

OBJET Ligne 400 kV BREUIL-MARMAGNE (portée 259-260)
Demande de renseignement projet d'implantation d'une centrale agrivoltaïque
Commune de BOUSSAC-BOURG

Aurillac, le 23/02/2026

Madame,

Vous nous avez transmis pour avis la **demande de renseignement pour un projet de création d'une centrale agrivoltaïque** situées sur le territoire de la commune de BOUSSAC-BOURG.

Nous vous confirmons que ce terrain est traversé par la **ligne électrique aérienne à 400 kV** dénommée **BREUIL-MARMAGNE.**

La réglementation ne s'oppose pas à la réalisation de divers aménagements à proximité des lignes aériennes HTB* sous réserve que le projet respecte les distances prévues par **l'Arrêté Interministériel du 17 mai 2001**.

Vous trouverez ci-joint, à cet effet :

- Un plan de situation
- Un document rappelant l'ensemble des dispositions du Code du travail précitées.

Cependant, il résulte des servitudes d'utilité publique des lignes électriques que le propriétaire ne peut exécuter, sur le terrain situé au-dessous des lignes, aucune construction, aucun travail, ni aucune culture qui puissent être préjudiciable au fonctionnement ou à la solidité des lignes et de leurs supports.

D'une part, eu égard à la présence de plusieurs supports (pylônes n°259 et 260) à proximité du projet, il y aura lieu de respecter les prescriptions suivantes :

- A aucun moment les massifs ne devront être décaissés ou remblayés ;
- Aucun mouvement du sol (terres) à moins de 20 mètres des pieds des pylônes sans avis de nos services ;
- Un libre passage de 20 mètres à minima autour des pylônes devra être maintenu ;
- Par ailleurs, nous vous rappelons que ces pylônes doivent rester accessible en permanence au personnel de RTE et de ses entreprises prestataires (à pied ou avec engins tels que nacelles, grues …), ce qui implique la fourniture de clés, code… ;

…/…

Centre Maintenance Toulouse
GMR MASSIF CENTRAL OUEST
5 rue Lavoisier - CS 60401
15004 AURILLAC CEDEX
TEL. : 04 71 63 99 00 - FAX : 04 71 63 99 90

RTE Réseau de transport d'électricité
société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 2 132 285 690 euros
R.C.S. Nanterre 444 619 258

www.rte-france.com

afaq ISO 14001 Environnement AFNOR CERTIFICATION
05-09-00-COUR

- La législation en vigueur règlemente aussi le voisinage de nos ouvrages (pylônes) avec les réseaux enterrés (Energie, réseaux de télécommunication…) ;
- Afin de garantir la sécurité du matériel, il sera préconisé de :
  - Ne pas installer de matériel basse tension (câble y compris) ni de prise de terre à moins de 6 mètres des pieds des pylônes,
  - Ne pas installer d'arrivée téléphonique, boite RP ou toute installation de télécommunication à moins de 18 mètres des pieds des pylônes.

Dans le but d'éviter toute dégradation importante en cas d'impact de foudre sur un pylône ou sur un panneau solaire, il est hautement recommandé :

- D'interconnecter toutes les masses métalliques (supports de panneaux, structure du bâtiment, appareils…) ;
- Lors du raccordement des différents équipements, de n'utiliser que du câble à écran avec mise à la terre aux deux extrémités ;
- D'assurer l'équipotentialité des masses métalliques des constructions en les connectant au réseau de terre via le répartiteur de terre ;
- La mise à la terre devra être la plus éloignée du pylône et indépendante de celle du pylône.

La sécurité des personnes impose de :

- De ne pas implanter d'élément conducteur (clôture, piquet, structure métallique…) à moins de 3 mètres des pieds du support de la ligne ; toutes autres clôtures en matériaux non conducteur sont acceptées (bois, PVC, matériaux composite…).
- Raccorder à la terre localement tout élément métallique situé sous les câbles conducteurs de la ligne de part et d'autre de l'axe des lignes ;
- Limiter toute activité de manutention dans l'emprise de la ligne (délimitation, neutralisation de l'espace par vos soins) ;
- Ne pas stocker les matériaux de construction et les engins à l'aplomb de la ligne afin de s'affranchir des risques lors des opérations de chargement, déchargement et levage ;
- Nous attirons l'attention des entreprises amenés à évoluer sur le chantier à rester vigilantes lors du maniement des éléments de charpente afin de ne pas engager les distances de sécurité du code du travail ;
- En cas d'utilisation de grues, tout type d'implantation ou d'utilisation ne peut être envisagé sans nous avoir consulté au préalable. Un plan d'installation de chantier et un mode opératoire devront nous être impérativement remis pour avis, au moins 30 jours avant le début des travaux.

D'autre part, concernant d'implantation des panneaux photovoltaïques, nous attirons votre attention sur les points suivants :

- S'ils sont installés directement sous l'emprise des lignes, la présence de celles-ci ne pourra être mise en cause pour un quelconque dysfonctionnement de l'installation (ombre de câble, des pylônes, perturbations…) ;
- En cas d'évènements météo exceptionnels (neige collante, givre…) des manchons peuvent se former autour de nos câbles et se détacher ensuite par morceaux importants. Si vos structures sont sensibles à ce genre de phénomène nous vous suggérons soit de les adapter soit d'éviter de les positionner sous les câbles des lignes (hors emprise) ;
- Une rupture exceptionnelle de conducteur pourrait endommager les panneaux ;
- Lors des travaux de maintenance sur nos ouvrages (avec mise au sol des câbles) la présence de structures sous les lignes sera une contrainte et de nature à rendre indisponible une partie de la centrale durant ces travaux. De plus, les opérations de maintenance lourde (remplacement de composants) pourraient conduire à mettre en œuvre des systèmes de protection des panneaux qui seraient alors à votre charge ;
- Un parallélisme important entre notre ouvrage et les clôtures palissade ou structure rectiligne en matériau conducteur peut engendrer un courant induit. De plus ces mêmes installations peuvent être portées à une tension par rapport au sol par couplage capacitif.

Si ces phénomènes sont constatés, il sera nécessaire de mettre en place des solutions techniques consistant à isoler certaines parties de vos installations. Il vous appartiendra de bien analyser l'ensemble des phénomènes liés à la proximité de nos ouvrages pour voir s'il n'y a pas de répercussion sur le bon fonctionnement de votre projet.

…/…

Les éventuelles plantations qui seront faites à proximité de la ligne seront limitées à des essences à croissance lente qui, à leur maturité, même en cas de chute, ne s'approcheront pas à moins de 5 mètres des câbles conducteurs dans leurs conditions les plus défavorables de vent et de température.

Les cerfs-volants, ballons captifs, modèles réduits aériens commandés par fils ne doivent pas être utilisés à proximité de la ligne.

Par ailleurs, il convient de rappeler que, pour l'exécution des travaux, il y a lieu de se conformer aux obligations réglementaires rappelées ci-dessous :

- Toute personne qui envisage de réaliser une construction au voisinage de nos ouvrages doit, après consultation du guichet unique (www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr), se conformer aux procédures de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) fixées par les articles R. 554-1 et suivants du Code de l'Environnement ;
- Pour tous chantiers situés à proximité des lignes électriques aériennes, les travaux doivent être exécutés dans le strict respect des articles R. 4534-107 et suivants du Code du Travail, issus de la codification du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965. Ces articles prévoient notamment que les ouvriers, engins ou objets manipulés ne doivent pas s'approcher à moins de 5 mètres des câbles conducteurs sous tension dans les conditions les plus défavorables de température et de balancement dû au vent.

De plus, s'agissant d'une demande de renseignement, si le projet se concrétise, **nous souhaitons que nous soit adressé pour avis le projet définitif** (hauteur et implantation des panneaux au format dwg), avant dépôt du Permis de Construire. Bien entendu, ceci ne dispensera pas du respect des obligations réglementaires relatives aux travaux au voisinage des ouvrages électriques, rappelées dans le présent courrier.

Nous vous précisons enfin que cette réponse vaut uniquement pour les ouvrages dont RTE est gestionnaire (ouvrages dont la tension est supérieure à 50 kV), et qu'il peut exister, sur le terrain d'assiette de la construction projetée, des ouvrages de distribution d'énergie électriques ou des ouvrages de transport et de distribution de gaz qui dépendent d'autres exploitants (ENEDIS, régies, ENGIE…). Nous vous invitons donc à vous rapprocher de ces derniers pour obtenir toutes les informations utiles.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire que vous pourriez désirer, nous vous prions d'agréer, Madame, nos salutations distinguées.

RTE – GMR Massif Central Ouest
5 Rue Lavoisier – CS 60401
15004 Aurillac Cedex
Tèl : 04 71 63 99 00

M.PROPETTO Laurent
Adj au Directeur du Groupe

* HTB : Tension supérieure à 50 000 Volts

PJ : Plan de localisation + Annexe 2

ANNEXE 2

Rappels des dispositions du Code du Travail pour les travaux au voisinage de lignes électriques aériennes HTB

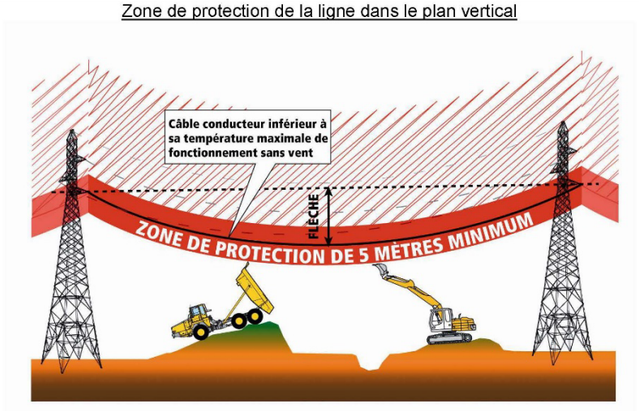
Le Code du Travail, prévoit que tous travaux (en considérant le gabarit maximum des engins et des objets manipulés) réalisés à moins de 5 mètres des conducteurs électriques des lignes aériennes (dans les conditions les plus défavorables de température et de balancement dû au vent) d'une tension supérieure à 50 000 Volts ne peuvent être effectués qu'après mise hors tension de la ligne électrique.

Toute personne, quelque soit son statut (employeur, travailleur indépendant, particulier…) qui va réaliser des travaux à proximité d'une ou plusieurs lignes électriques aériennes sous tension doit mettre en œuvre les mesures suivantes :

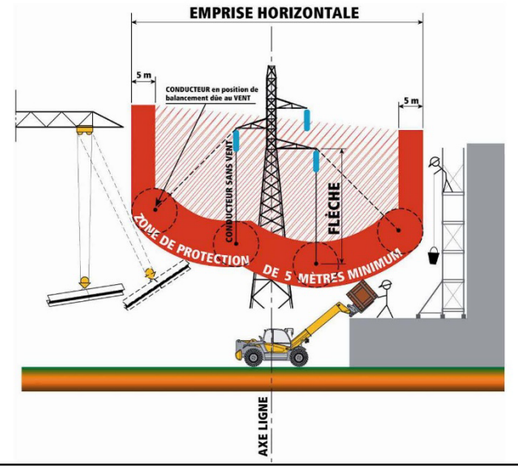
1. Prendre connaissance auprès de l'exploitant de la tension des lignes électriques aériennes, de la hauteur des câbles conducteurs.
2. Définir et écrire le mode opératoire qui sera suivi pendant les travaux.
3. Mettre en place aux entrées du chantier des portiques indiquant la présence des lignes électriques aériennes et le danger qu'elles représentent.
4. Matérialiser et imposer les zones de livraisons en dehors de l'emprise des lignes aériennes sous tension.
5. Utiliser pour les travaux, que des engins dont le gabarit maximum est tel, qu'ils ne pourront en aucun cas s'approcher à moins de 5 mètres des conducteurs électriques des lignes aériennes sous tension.
6. Dans l'impossibilité d'utiliser les engins ci-dessus, mettre en place des obstacles efficaces solidement fixés, interdisant de s'approcher à moins de 5 mètres des conducteurs électriques des lignes aériennes sous tension.
7. Dans l'impossibilité de construire les obstacles ci-dessus, délimiter matériellement la zone de travail, dans tous les plans possibles, par une signalisation très visible (telle que pancartes, portiques, barrières, rubans courts, etc.…) et désigner une personne compétente (surveillant de sécurité électrique habilité H0V conformément à l'UTE C18-510) ayant pour unique fonction de s'assurer que les salariés ne franchissent pas la limite de la zone de travail et de les alerter dans le cas contraire.
8. S'assurer que pendant les travaux, les ouvriers évoluant sur le bâtiment ne pourront en aucun cas s'approcher ou approcher leurs outils, agrès ou matériaux, à moins de 5 mètres des conducteurs électriques des lignes aériennes sous tension, en interdire l'accès dans le cas contraire.
9. Dans tous les cas, porter à la connaissance du personnel au moyen d'une consigne écrite, l'interdiction de s'approcher à moins de 5 mètres des conducteurs électriques des lignes aériennes sous tension, les mesures de protection choisies qui seront mises en œuvre lors de l'exécution des travaux.

Lorsque les règles ci-dessus ne peuvent pas être respectées, la mise hors tension et la consignation de la ligne aérienne est impérative. Elle doit être demandée par l'employeur à l'exploitant.

Zone de protection de la ligne dans le plan vertical



Zone de protection de la ligne dans le plan horizontal



ZONE DE PROTECTION à observer pour l'exécution de travaux au voisinage d'une ligne aérienne électrique dont la tension est supérieure à 50000 Volts.

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à contacter votre interlocuteur RTE.

SOLVEO ENERGIES — GÉNÉRATIONS DURABLES

Pièce n°:

GESTIONNAIRE
DU RESEAU TRANSPORT ELECTRICITE

CENTRE MAINTENANCE TOULOUSE
G.M.R. MASSIF CENTRAL OUEST

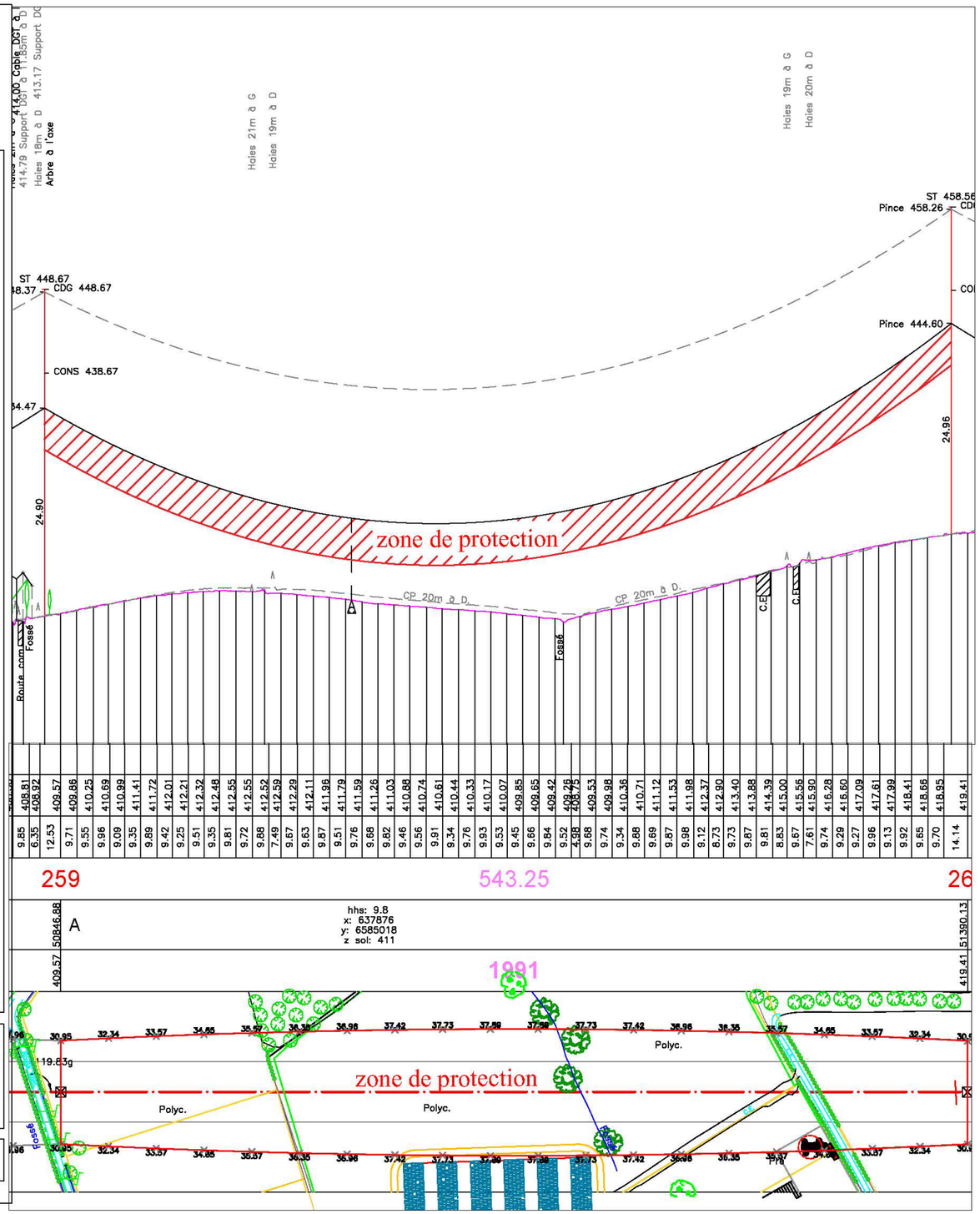
Liaison à 400 kV
BREUIL - MARMAGNE

PROFIL EN LONG
Du Support n°249 au Support n°265

DEPARTEMENT DE LA CREUSE

PARAMETRES CONDUCTEURS ET CABLES DE GARDE
VOIR TABLEAU EN DEBUT DE PLAN

ECHELLES : Hauteurs : 1/500
Longueurs : 1/2500



Indice : C	Format: 0.63 x 3.92 Surface : 2.47m²
Date: 05/05/2023	Vérifié le: 05/05/2023 Par: OMEXOM

Omexom Nîmes Ingénierie
EEE SAS
5, rue Arnavielle - CS 42001
30907 NIMES Cedex 2

Tél. : 04.66.63.75.20- Fax : 04.66.23.39.48

PLAN N° T-TC-BREUIL71MARMA-LAPL-249-265-C

SOLVEO ENERGIES GÉNÉRATIONS DURABLES

Le réseau de transport d'électricité

Document fourni à titre indicatif
Reproduction interdite
Accessibilité RTE

18 Feb 2026

RTE CMT GMR MCO
5 Rue Lavoisier
15004 AURILLAC
APPUIS - Environnement Tiers
rte-gmr-mco@rte-france.com
Tel :04 71 63 99 00

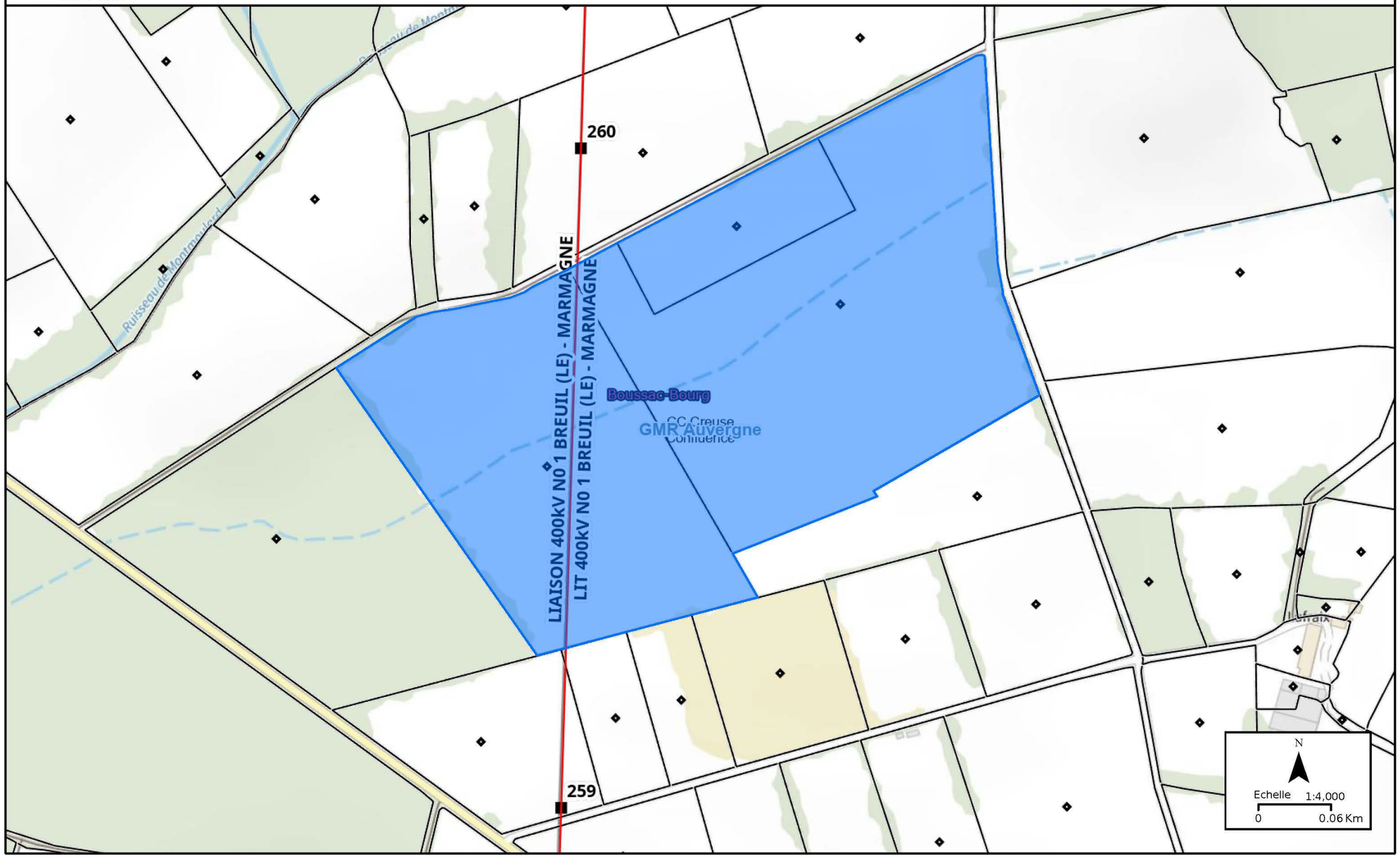
Plan de situation RTE

Légende des ouvrages électriques

CC | 400kV | 225kV | 150kV | 90kV | 63kV | <63kV | Hors Tension

Site existant : Poste électrique, Piquage, Portique et Poste Isolé, Autres fonctions
Site décidé : Poste électrique, Piquage
Ligne : Aérien Simple Terne, Aérien Multi Terne, Souterrain Simple Terne, Souterrain Multi Terne, Aéro-souterrain, Décidé

Le code couleur indique la tension maximale d'exploitation de l'ouvrage.



De : LAUNAY Ophelie
À : GAIMARD Emma
Objet : RE: Projet Photovoltaïque - DT - 20260112024490D4E - Solveo Energies
Date : jeudi 2 avril 2026 11:57:38
Pièces jointes : image003.png
image004.png
image005.png
image006.png
image007.png
image008.png
image009.png
image010.png
BREUIL71MARMA-LAPL-259-260-A3.pdf

Bonjour Madame GAIMARD,

Je vous présente mes excuses, je viens de réaliser que je n'ai pas répondu à votre mail.

D'après le plan communiqué, les tables photovoltaïques respectent les distances de sécurité vis-à-vis de nos câbles, de mêmes que celles autour du pylône, visant à se prémunir de tout risque de montée en potentiel.

Le bâtiment semble également conforme, selon sa hauteur.

Pour ce qui est des arbres, il conviendra cependant de ne rien planter aux abords de nos lignes afin d'éviter tout risque d'amorçage (risque de chute à prendre en compte également).

Je me tiens disponible pour vous apporter toute autre information utile à ce sujet.

Bien cordialement,

Ophélie LAUNAY
Technicienne Contremaitre Environnement
Tiers

RTE - Pôle Gestion de l'Infrastructure - Direction Maintenance - Centre Maintenance Lyon - Groupe Maintenance Réseaux Auvergne - Equipe Appuis
ophelie.launay@rte.-france.com
Fixe. +33473300000 **Port.** +33660224273

J'adhère à écowatt
La météo de l'électricité

RTE
14 bd gustave flaubert
63000 Clermont ferrand

NOUS SUIVRE
rte-france.com

Libre (C1)	Interne RTE (C2)	Restreint RTE (C3)	Confidentiel RTE (C4)
[]	[X]	[]	[]

Preuve de dépôt

Vous venez de déposer un dossier de demande de déclaration ICPE concernant le projet poulailler GAEC AUTISSIER sur la commune principale de l'AIOT Brande de Montmoulard 23600 BOUSSAC BOURG.

La référence de votre dossier est A-5-N7EKYS2KGV et concerne une demande de type "une déclaration initiale"

Ce numéro et ce code postal vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration.

Votre dossier a été transmis le 07/01/2025 à 10h19 au(x) service(s) concerné(s) par votre démarche.

1 - Type de déclaration

Identification et orientation de la demande

Votre demande concerne : **une déclaration initiale**

Numéro d'AIOT : **Je ne connais pas mon numéro d'AIOT**

Service instructeur : **La DDETSPP ou la DAAF**

Conditions d'engagement du déclarant

- **Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.**
- **Je m'engage à prendre connaissance et à respecter les prescriptions générales ministérielles applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées, consultables sur le site https://aida.ineris.fr/**
- **Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure.**
- **En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments ainsi que les pièces de procédures (attestation de mise en sécurité, …) sur Service-public.fr**

2 - Déclarant

Déclarant

Pétitionnaire ou mandataire : **Mandataire**

N° SIRET **44512724400033**

Organisme : **1PACT ECO**

Fonction : **GERANT**

Personne morale

N° SIRET **45060202400017**

Raison sociale **GAEC AUTISSIER**

Forme juridique **Groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC)**

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publié sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'applic ation du d) de l'article L311-5 du code des relations entre le public et l'administration.

Adresse en France

GAUDEIX

23600 BOUSSAC BOURG

Signataire

Qualité : **cogérant**

Référent

Fonction : **Chargé d'études agricoles**

3 - Description de l'installation

Nom de l'installation : **poulailler GAEC AUTISSIER**

Description des activités : **actuellement élevage de 30 vaches allaitantes qui sera arrêté après-projet. Projet : création d'un poulailler de 29 999 poules avec 16.4 ha de parcours en plein air**

Sur le site de l'installation, vous exploitez déjà au moins :

Une installation classée relevant du régime d'autorisation : **NON**

Une installation classée relevant du régime d'enregistrement : **NON**

Une installation classée relevant du régime de déclaration : **NON**

Déclaration distincte à l'occasion d'une demande d'autorisation environnementale : **NON**

4 - Localisation

Localisation de l'installation

Brande de Montmoulard

23600 BOUSSAC BOURG

X : 638037

Y : 6585334

Projection : Lambert 93

Le déclarant joint à la déclaration les plans suivants :

- Un plan de situation du cadastre à jour dans un rayon de 100m

- Un plan d'ensemble à jour à l'échelle de 1/200 au minimum, accompagné de légendes et descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation et indiquant l'affectation, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d'eau, canaux, cours d'eau et réseaux enterrés (un plan jusqu'au 1/1000 est admis sous réserve que les éléments précités restent lisibles).

5 - Activité du site

Permis de construire

La mise en oeuvre de l'installation nécessite-t-elle un permis de construire ? **OUI**

Tableau des rubriques des activités

Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	Quantité totale	Régime	Précisions

+ 33 (0)5 61 820 820
contact@solveo-energies.com
3 bis, route de Lacourtensourt 31150 Fenouillet
SIRET : 50888613200010 - TVA : FR46508886132 – Capital social : 600 000 €
solveo-energies.com

2111	2111-2	Elevage de volailles	Nombre d'emplacements 29999 Animaux-Eq	D

6 - Mode d'exploitation

Modes et conditions d'utilisation, d'épuration et d'évacuation des eaux résiduaires, effluents et des émanations de toute nature

Est-il prévu un épandage ? **OUI**

Origine et la nature des matières épandues : **fientes de poule**

Pacage	Nom exploitant	Numéro îlot
023021508	GAEC AUTISSIER	1 à 27
023021508	GAEC AUTISSIER	30

Surface totale du plan d'épandage (en ha) **320**

Q : Quantité d'azote épandue inscrite au plan d'épandage (en kg N) **14097**

A1 : Dont épandue sur les terres de l'exploitation (en kg N) **14097**

A2 : Dont épandue sur les terres mises à disposition par un tiers (en kg N) **0**

B1 : Dont produite sur l'installation (en kg N) **14097**

B2 : Dont provenant d'un tiers (en kg N) **0**

Capacité de stockage des matières épandues (en mois) **10**

Elimination des déchets et résidus de l'exploitation

Précision sur les types de déchets et résidus issus de l'exploitation et la filière de valorisation ou d'élimination : **bidons d'hygiène repris par la coopérative, déchets de soins emmenées en déchetterie habilitée**

La collecte des déchets s'effectuera-t-elle par le service public de gestion des déchets ? **OUI**

Disposition en cas de sinistre

Précisez : **réserve incendie 120 m³**

Précisions sur les moyens de secours et de protection dont dispose le déclarant : **réserve incendie 120 m³**

Natura 2000

L'installation est-elle soumise à évaluation des incidences Natura 2000 ? **NON**

Prescriptions applicables

Je confirme avoir pris connaissance des prescriptions générales applicables aux activités objet de la présente déclaration et notamment des éventuelles distances d'éloignement qui s'imposent pour l'implantation de l'installation.

Effectuer une demande de modification de certaines prescriptions applicables à l'installation : **NON**

Clause filet

Cette déclaration initiale DICPE est-elle la première autorisation ou déclaration déposée sur le projet ? **Oui**

L'installation ne peut ni être mise en service, ni exploitée dans les 15 jours suivant la délivrance de la preuve de dépôt de la déclaration initiale (R. 512-48 alinea 2 du code de l'environnement)

+ 33 (0)5 61 820 820
contact@solveo-energies.com
3 bis, route de Lacourtensourt 31150 Fenouillet
SIRET : 50888613200010 - TVA : FR46508886132 – Capital social : 600 000 €
solveo-energies.com

6.1.3 Annexe 3 – Accord Favorable permis de construire construction bâtiment avicole

COMMUNE DE BOUSSAC-BOURG

PERMIS DE CONSTRUIRE (FAVORABLE)

DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DOSSIER N° PC 23032 24 D0008
dossier déposé le 19/12/2024 et complété le 17/01/2025
dossier déposé affiché le 19/12/2024

de	GAEC AUTISSIER représentée par Monsieur AUTISSIER Dylan
demeurant	Gaudeix 23600 BOUSSAC-BOURG
pour	Construction d'un bâtiment avicole (40000 poules pondeuses) et d'installations annexes (hangar à fientes, silos)
sur un terrain sis	BRANDE DE MONTMOULARD 23600 BOUSSAC-BOURG cadastré BC31, BC32, BC33

SURFACE DE PLANCHER
Existante : 0 m²
Créée : 3 313,00 m²
Démolie : 0 m²

Le Maire,

Vu la demande de permis de construire susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 14 décembre 2017,
Vu la zone A,
Vu l'article L 332-8 du Code de l'Urbanisme
Vu l'avis favorable avec prescriptions de la Direction Départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations en date du 7 avril 2025
Vu l'avis favorable avec prescriptions du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Creuse en date du 28 janvier 2025,
Vu l'avis favorable avec prescriptions de l'Agence Régionale de Santé en date du 04 février 2025,
Vu les avis de la Direction départementale des territoires de la Creuse :
- avis favorable du Service Espace Rural, Risques et Environnement en date du 07 février 2025
- avis favorable du Service Economie Agricole en date du 17 février 2025,

Considérant qu'une participation spécifique peut être exigée des bénéficiaires des autorisations de construire qui ont pour objet la réalisation de toute installation à caractère industriel, notamment relative aux communications électroniques, agricole, commercial ou artisanal qui, par sa nature, sa situation ou son importance, nécessite la réalisation d'équipements publics exceptionnels,
Considérant que la voirie desservant les parcelles n'est pas adaptée pour le trafic de poids lourds,
Considérant de plus que le projet concerne la création d'un site d'exploitation agricole comprenant la construction d'un bâtiment avicole (40000 poules pondeuses) et d'installations annexes (hangar à fientes, silos),
Qu'ainsi la participation pour équipement public exceptionnel peut être exigée pour l'adaptation de la voirie;
Considérant l'article A11 du règlement du PLU, paragraphe « ASPECT EXTERIEUR – ARCHITECTURE – CLOTURES » qui indique, pour les constructions à usage agricole :
« - *Le matériau de couverture devra impérativement être de couleur sombre de manière à minimiser l'impact visuel depuis le domaine public.* »
Considérant que le projet prévoit une toiture de couleur « gris clair »,

Considérant que le projet appelle des prescriptions techniques et paysagères sans incidence sur la délivrance de la présente autorisation,

ARRETE

Article 1 : L'autorisation faisant l'objet de la demande est accordée sous réserve du respect des prescriptions énoncées dans les articles suivants.

Article 2 : Les travaux d'adaptation de la voirie seront pris en charge par le pétitionnaire.

Article 3 : Les toitures seront de couleur foncée.

Article 4 : Les prescriptions énoncées par Madame la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé dans son avis ci-annexé, doivent être strictement respectées.

Article 5 : Conformément aux prescriptions énoncées par Madame la Directrice Départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations dans son avis ci-annexé, l'acte d'enregistrement de l'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) devra impérativement être obtenu avant l'exécution des travaux.

Article 6 : Les prescriptions énoncées par Madame la Directrice Départementale du Service Départemental d'Incendie et de Secours dans son avis ci-annexé, doivent être strictement respectées.

Article 7 : Les eaux pluviales seront collectées sur la parcelle et devront faire l'objet d'une gestion à la parcelle conformément à la Loi sur l'eau.

Article 8 : Les raccordements aux différents réseaux secs et humides seront à la charge exclusive du pétitionnaire lorsqu'il en fera la demande auprès des concessionnaires.

Article 9 : Des plantations de strates arborées seront réalisées afin de préserver la qualité paysagère et environnementale des lieux et permettre une meilleure absorption des eaux de pluie par les sols.
Le pétitionnaire peut s'appuyer sur le guide du CAUE de la Creuse ci-annexé.

Fait à BOUSSAC-BOURG
Le 15.04.2025
Le Maire

MAIRIE DE BOUSSAC-BOURG 23 (Creuse)

Nota : Conformément aux articles L425-1 à L.425-15 et R.425-1 à R425-31 du Code de l'Urbanisme, l'exécution des travaux ne pourra intervenir qu'après réception des accords demandés au titre d'autres législations (exemple : autorisation ICPE)

Nota : *La présente décision est susceptible d'être assujettie aux taxes suivantes :*

Nom court	*Type*	*Nom long*	*Commentaires*
RAP	*Redevance*	*Redevance d'Archéologie Préventive*	*Redevance d'Archéologie Préventive 0.4%*
TA	*Taxe*	*Taxe d'aménagement communale*	*Taxe aménagement communale 1%*
TA dép	*Taxe*	*Taxe d'aménagement départementale*	*Taxe aménagement départementale 2.5 %*

La présente décision est transmise au Représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 424.7 du Code de l'Urbanisme : elle est exécutoire à compter de sa réception.

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE
Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.
L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un

+ 33 (0)5 61 820 820
contact@solveo-energies.com
3 bis, route de Lacourtensourt 31150 Fenouillet
SIRET : 50888613200010 - TVA : FR46508886132 – Capital social : 600 000 €
solveo-energies.com

tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ

L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté.
L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à votre égard.
Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).
Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

PRÉFÈTE DE LA CREUSE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Départementale des Territoires

Guéret, le 12/02/2025

Affaire suivie par :
Sylvain ROUET
Chef du SEA
Tél : 05 55 61 20 15
Courriel : ddt-sea@creuse.gouv.fr

à

Agence d'attractivité et d'aménagement de la Creuse
Centre d'instruction mutualisé des actes d'urbanisme
Hôtel du Département
BP 250
23011 GUERET CEDEX

OBJET : consultation pour une demande de permis de construire au titre de la nécessité agricole
PJ. : retour dossier,

Madame,

Suite au dossier reçu le 23/01/2025 sur la plate-forme AVIS AU , vous avez sollicité l'avis du service économie agricole concernant la demande de permis de construire référencée 23032 24 D0008 présentée par le GAEC AUTISSIER représenté par M AUTISSIER Dylan .

Il s'agit d'un projet de construction d'un bâtiment avicole destiné à l'élevage de 40 000 poules pondeuses en plein air et d'installations annexe (hargar à fientes, silos) situé sur les parcelles cadastrées (voir permis page 11) au lieu-dit «Brande de Montmoulard» sur la commune de BOUSSAC-BOURG.

Après examen du dossier, je vous informe que le projet relève de la nécessité agricole.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

P/la Préfète et par délégation,
P/La Directrice départementale des Territoires,
Le chef du Service Economie Agricole,

Sylvain ROUET

Cité administrative
B.P. 147 - 23003 Guéret Cedex
Tel : 05.55.51.59.00
Courriel : ddt@creuse.gouv.fr
www.creuse.gouv.fr

L'arrêté du 27 décembre 2013 dispose que *"l'installation doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont* ***un implanté à 200 mètres au plus du risque,*** *ou de points d'eau, bassins, citernes, etc..., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.*

A défaut des moyens précédents, une ***réserve d'eau d'au moins 120 m³*** *destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances."*

Ce point d'eau incendie devra être distancé au minimum de 30 m du risque à défendre et pourvu d'une aire d'aspiration de 32 m² répondant aux caractéristiques techniques énoncées dans le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du 07/07/2023.

La conception de ce point d'eau incendie doit être conforme aux dispositions du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie.

L'aménagement de ce point d'eau devra être soumis pour avis à mes services.

Le projet prévoit l'installation d'une citerne souple de 120 m³ à proximité du hangar à fientes. Cette dernière est conforme, mais il sera impératif de respecter les préconisations d'installation mentionnées ci-dessus. Elle doit également être accessible par une voie carrossable et stabilisée.

La **protection interne contre l'incendie** est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés par la mise en place d'un extincteur portatif "dioxyde de carbone" de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée du bâtiment dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. "Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024."

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112, ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Pour la préfète, et par délégation
Le Directeur Départemental Adjoint
des Services d'Incendie et de Secours,
Directeur par intérim,

DÉPARTEMENT de la CREUSE * DIRECTION DÉPARTEMENTALE INCENDIE ET SECOURS *

Colonel Eric COLLARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Nouvelle Aquitaine

Délégation départementale de la Creuse

Pôle bi-départemental Santé Environnement

Affaire suivie par : Aude COLLET
Tél. : 05 55 51 81 44
Mèl. : aude.collet@ars.sante.fr

Réf. : T:\DDT\DD23\POLE_SPSE\SE\permis\IC/2025

GUERET, le 04/02/2025

La Directrice de la Délégation Départementale de la Creuse

A

Direction départementale des territoires
Cité administrative
BP 147
23003 GUERET

A L'attention de Madame PAUFIQUE Isabelle

Objet : Dossier NUMERO PC 023 032 24 D0008, commune BOUSSAC-BOURG, lieu-dit Brande de Montmoulard.

Madame,

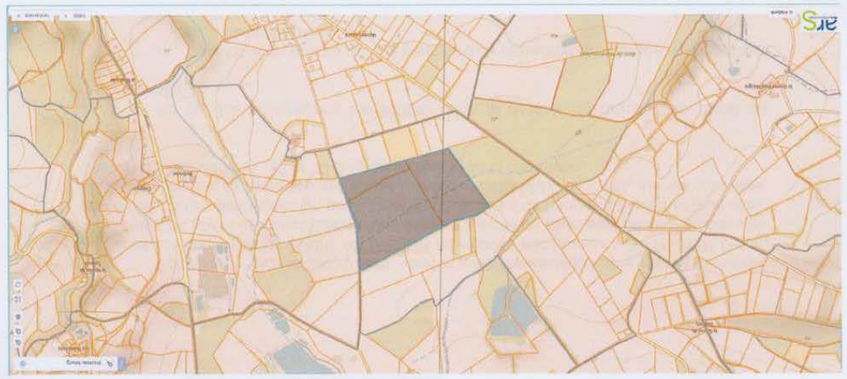
Par courrier reçu le 24/01/2025, vous m'avez communiqué pour avis la demande de permis de construire du GAEC AUTISSIER représenté par Monsieur AUTISSIER Dylan concernant un projet de construction d'un bâtiment avicole de plein pied destiné à l'élevage de 40 000 poules pondeuses en plein air et d'installation d'un hangar à fientes et d'un silos au lieu-dit Brande de Montmoulard sur la commune BOUSSAC-BOURG, sur les parcelles Section BC Numéros 31, 32 et 33 du plan cadastral de la commune.

Au vu des informations transmises dans le dossier d'instruction, le projet de construction :

- Sera situé en dehors de tout périmètre de protection de captage d'eau potable (voir carte ci-après),
- Relève de la réglementation installations classées pour l'environnement (ICPE), pour laquelle mes services ne sont pas compétents ;
- Sera raccordé au réseau d'eau potable. Un système anti-retour devra être installé par le pétitionnaire en amont de la robinetterie afin de prévenir toutes pollutions par retour d'eau dans la conduite d'eau potable.

J'attire votre attention sur l'existence dans le département d'un plan de lutte contre l'Ambroisie, plante envahissante et allergisante dont la dissémination est favorisée par le transport de terres notamment.

Tél standard : 09 69 37 00 33 – Courriel : ars-dd23-sante-environnement@ars.sante.fr
Adresse postale : 103 bis rue Belleville, CS 91704 – 33063 BORDEAUX Cedex
Adresse : 26 avenue d'Auvergne – CS 40309 – 23006 Guéret
www.ars.nouvelle.aquitaine.sante.fr



Conformément à l'article 9 de l'arrêté préfectoral N°23-2020-12-22-007, les travaux de terrassement ne devront pas conduire à disséminer des plants ou graines d'Ambroisie.

De plus, le moustique tigre, sous certaines conditions, peut être vecteur de la Dengue, du Chikungunya ou du Zika, qui sont des maladies à déclaration obligatoire. L'ARS appelle à une forte vigilance sur le risque sanitaire lié à la présence du moustique tigre. La suppression des gîtes larvaires, lieux de ponte des moustiques tigres, est l'action la plus efficace pour lutter contre l'implantation du moustique tigre. Une vigilance doit être portée à tout volume d'eau stagnante, même faible, qui peut être propice au développement de ce moustique.

Le projet de construction relevant de la nomenclature des installations classées, je ne peux émettre d'avis sur ce dossier.

Veuillez agréer, Madame, mes respectueuses salutations.

Le Responsable du pôle santé environnement
Haute-Vienne et Creuse
Clément DAIGNAN

PRÉFÈTE DE LA CREUSE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations

Guéret, le 07/04/2025

Service vétérinaire
N°2024 - 198

Affaire suivie par :
Perrine Brésillion
Tél : 05 55 41 72 25
Courriel : ddetsspp-spae@creuse.gouv.fr

à

Agence d'Attractivité et d'Aménagement de la Creuse
11 rue Victor Hugo
23000 GUÉRET

OBJET : PC 02303224D0008
REF. : arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous les rubriques n°2101, 2102 et 2111
P.J. : 1 dossier

J'ai l'honneur de vous faire connaître mon avis sur la demande de permis de construire présentée par le GAEC Autissier représenté par Monsieur Dylan Autissier.
Celle-ci concerne la construction d'un bâtiment de stockage et d'une stabulation au lieu dit «Brande de Moulard» commune de Boussac Bourg sur les parcelles cadastrées section BC n°31-33.
Le GAEC Autissier entretient un troupeau de 30 vaches allaitantes et souhaite agrandir son troupeau de volailles à 40 000 poules pondeuses.
Au vu du projet d'agrandissement pour une installation détenant un nombre d'emplacement supérieur à 30 000 poules pondeuses, cette nouvelle installation relève de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement **soumises à enregistrement.**

A ce jour, une demande d'examen au cas par cas a été déposée pour ce projet auprès des services.
Je donne donc un avis favorable sous réserve d'obtenir l'acte.

Pour la Préfète et par délégation,
P/La Directrice Départementale
Le chef de Service
Jean-Yves POIRREIR

1, place Varillas
23007 Guéret Cedex
Tel : 05.55.51.59.00

1/1

PRÉFÈTE
DE LA CREUSE
Liberté
Égalité
Fraternité

GROUPEMENT INGENIERIE DES RISQUES

N° 50-2025/GIR CM

Affaire suivie par : Capitaine DAVIGO
Service : Prévention Industrielle et Planification
☎ : 05.55.41.40.58
Mail : gprv.prs@sdis23.fr

SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA CREUSE

CORPS DEPARTEMENTAL
DE SAPEURS-POMPIERS

Sainte-Feyre, le 28 JAN. 2025

La préfète de la Creuse

à

Agence d'Attractivité et d'Aménagement de la Creuse
Centre d'instruction mutualisé des actes d'urbanisme
11, rue Victor Hugo
23000 GUERET

OBJET : Défense extérieure contre l'incendie - Commune de BOUSSAC BOURG
Demande de permis de construire présentée par GAEC AUTISSIER
pour la construction d'un bâtiment avicole et d'un hangar de stockage à fiente
sis "Brande de Montmoulard"

REFER : Votre transmission du 23/01/2025
Dossier PC n° 023 032 24 D0008

Par transmission rappelée en référence, vous avez bien voulu me communiquer pour avis, un dossier relatif à la construction d'un hangar avicole de 2 856 m² et d'un hangar de stockage à fientes de 520 m².

Le dossier indique également que l'exploitation est une installation classée pour la protection de l'environnement soumise au régime de l'enregistrement sous la rubrique 2111 (volailles).

Mon service a traité la desserte des établissements (Art. R 111-4 du Code de l'Urbanisme) et la défense extérieure contre l'incendie (**arrêté du 27/12/2013** relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises au régime de l'enregistrement sous la rubrique n° 2111).

Pour ce qui me concerne, la réalisation de ce projet devra respecter l'entièreté des prescriptions listées ci-dessous :

IMPLANTATION DU BATIMENT

- Le cheminement des engins incendie**, à partir de la route communale jusqu'aux bâtiments**, doit être réalisé à partir d'un chemin de minimum 3 m de largeur répondant aux caractéristiques **d'une voie carrossable et stabilisée**.

DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE

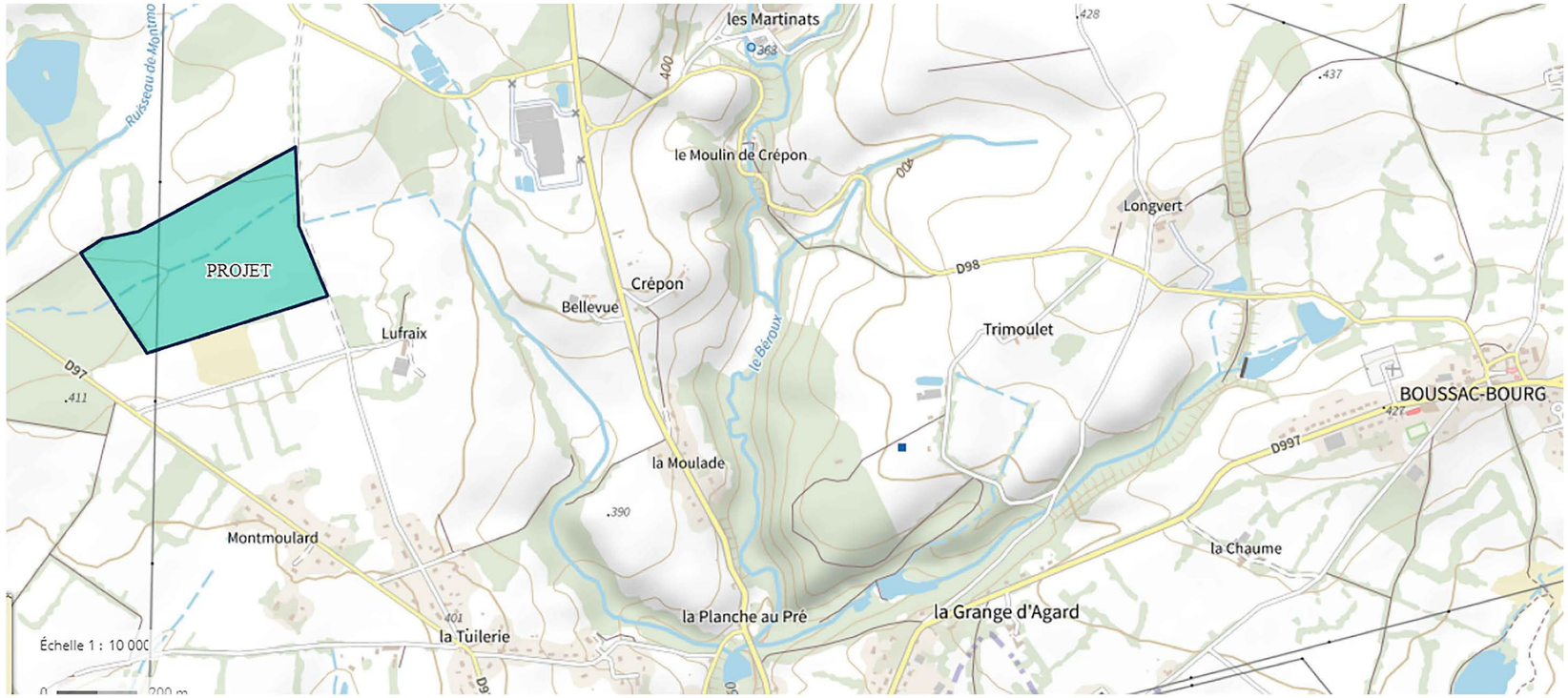
L'exploitant des bâtiments agricoles relevant de la législation des ICPE est seul responsable de l'application des arrêtés ministériels qui s'appliquent à son activité notamment en matière de défense extérieure contre l'incendie.

.../...

Adresser le courrier de façon impersonnelle : "Domaine des Champs Blancs" - 23000 SAINTE-FEYRE

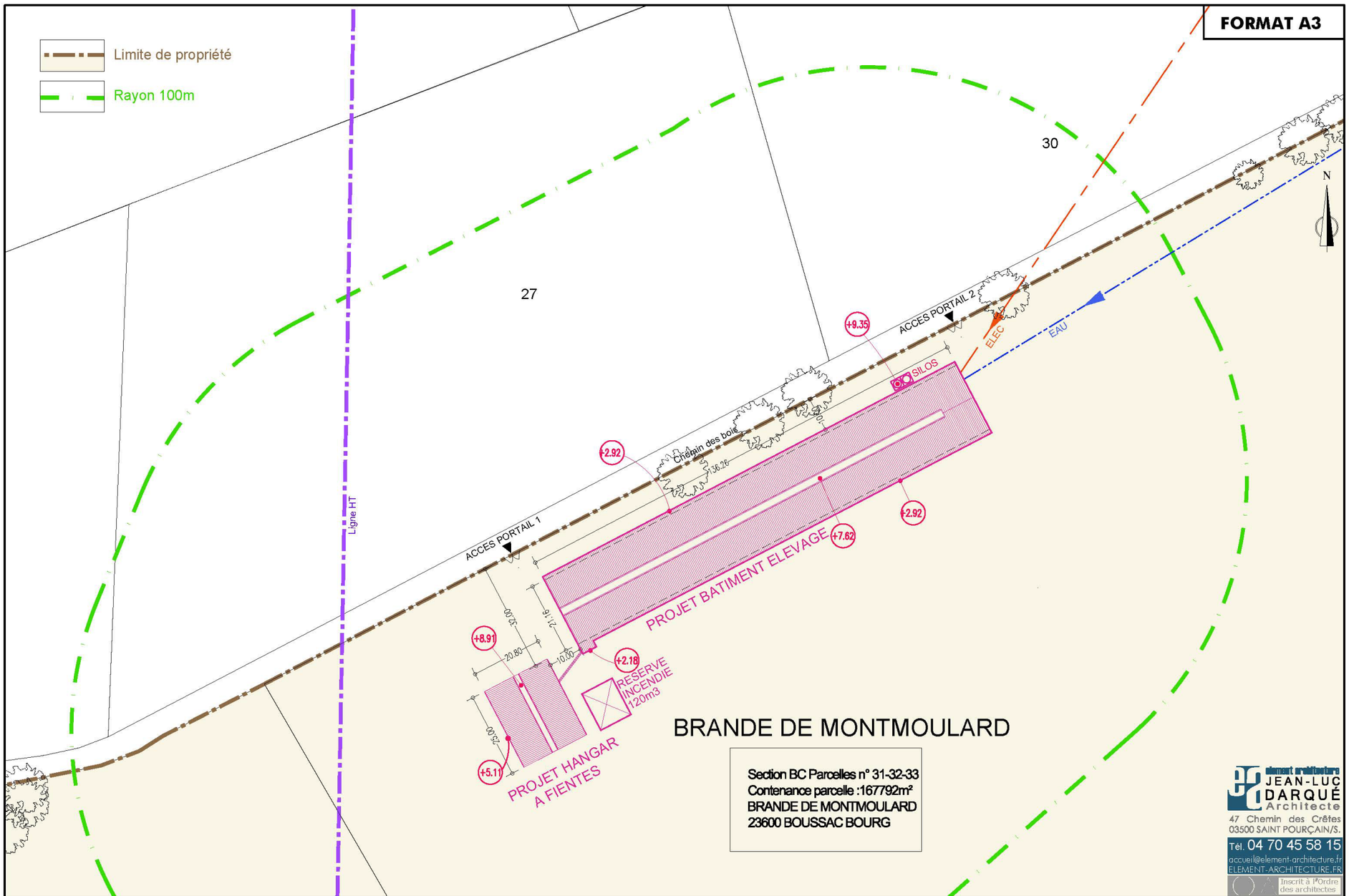
6.1.4 Annexe 4 – Dossier permis de construire construction bâtiment avicole

FORMAT A3



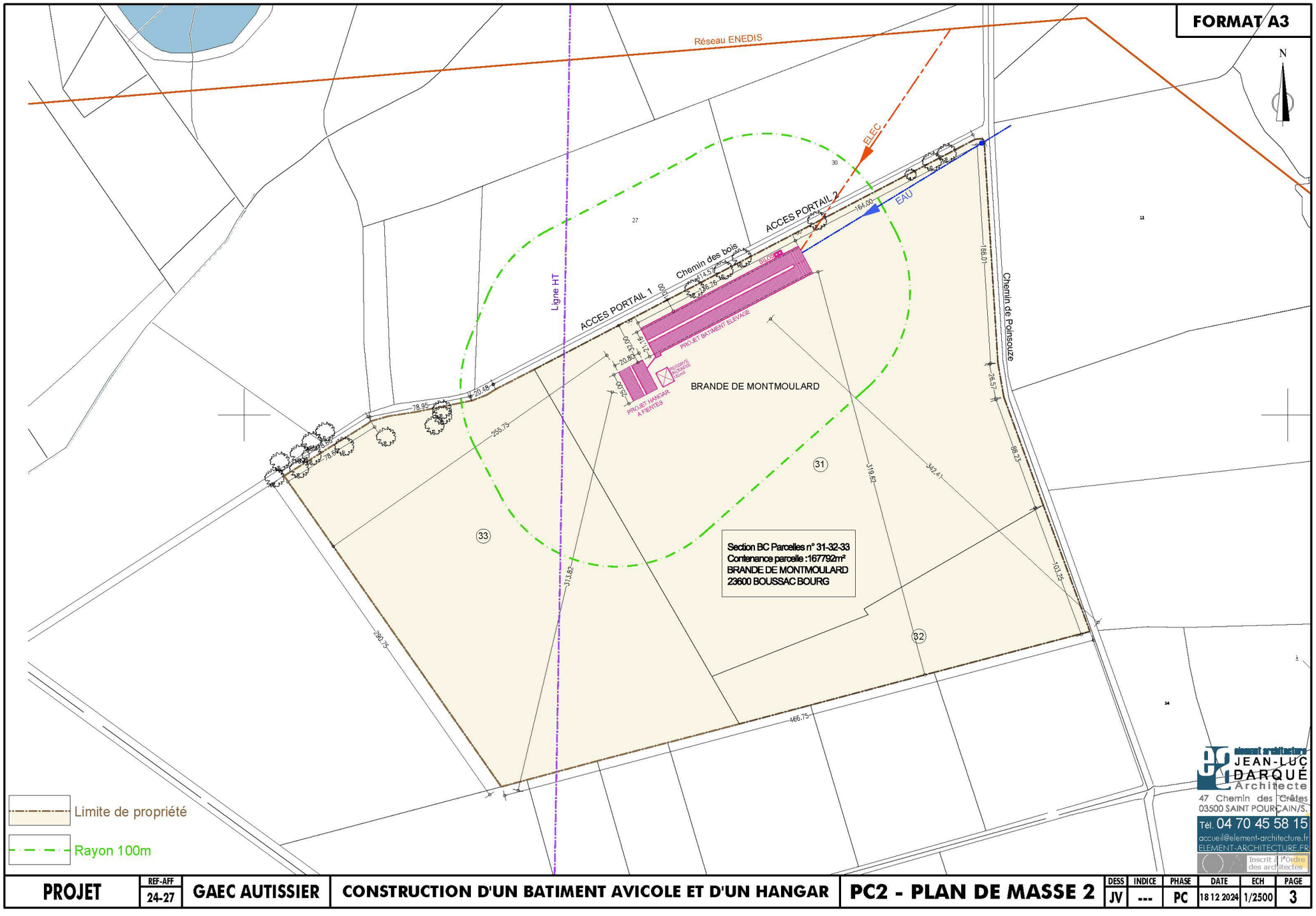
element architecture
JEAN-LUC DARQUÉ Architecte
47 Chemin des Crêtes
03500 SAINT POURÇAIN/S.
Tél. 04 70 45 58 15
accueil@element-architecture.fr
ELEMENT-ARCHITECTURE.FR
Inscrit à l'Ordre des architectes

REF-AFF				DESS	INDICE	PHASE	DATE	ECH	PAGE
24-27	GAEC AUTISSIER	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT AVICOLE ET D'UN HANGAR	PC1 - PLAN DE SITUATION	JV	---	PC	18 12 2024		1



clement architecture
JEAN-LUC DARQUÉ
Architecte
47 Chemin des Crêtes
03500 SAINT POURÇAIN/S.
Tél. 04 70 45 58 15
accueil@element-architecture.fr
ELEMENT-ARCHITECTURE.FR
Inscrit à l'Ordre des architectes

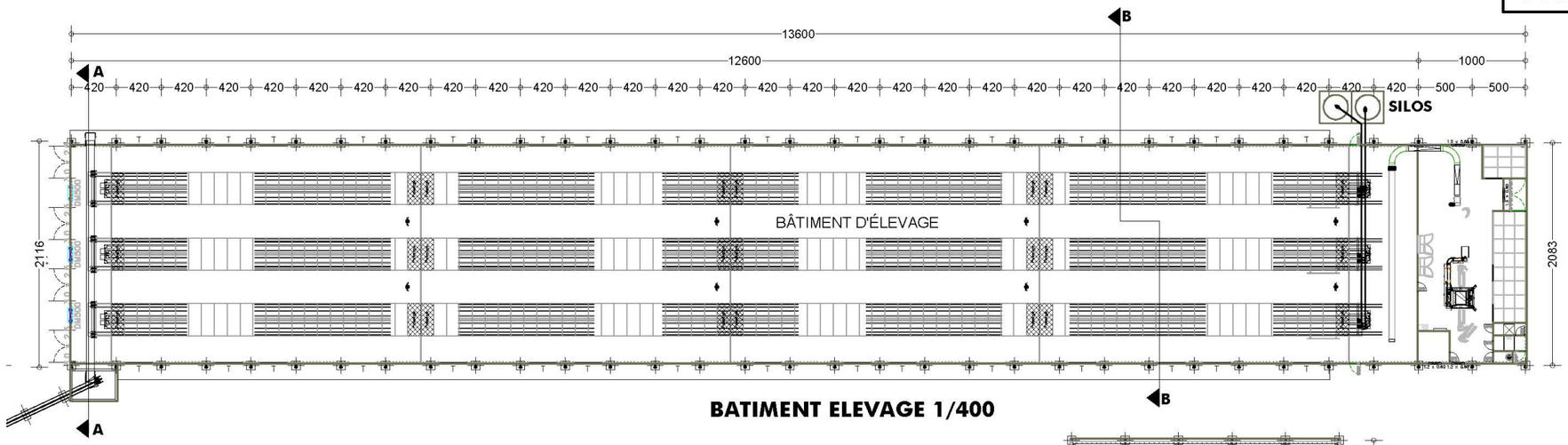
PROJET	REF-AFF	GAEC AUTISSIER	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT AVICOLE ET D'UN HANGAR	PC2 - PLAN DE MASSE 1	DESS	INDICE	PHASE	DATE	ECH	PAGE
	24-27				JV	---	PC	18 12 2024	1/1000	2



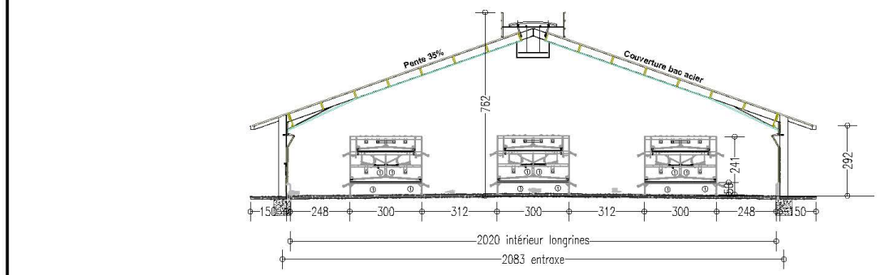
PROJET	REF-AFF			DESS	INDICE	PHASE	DATE	ECH	PAGE
	24-27	GAEC AUTISSIER	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT AVICOLE ET D'UN HANGAR	JV	---	PC	18 12 2024	1/2500	3

PC2 - PLAN DE MASSE 2

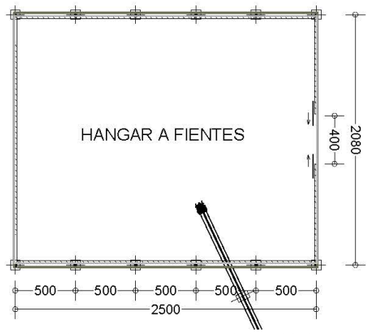
FORMAT A3



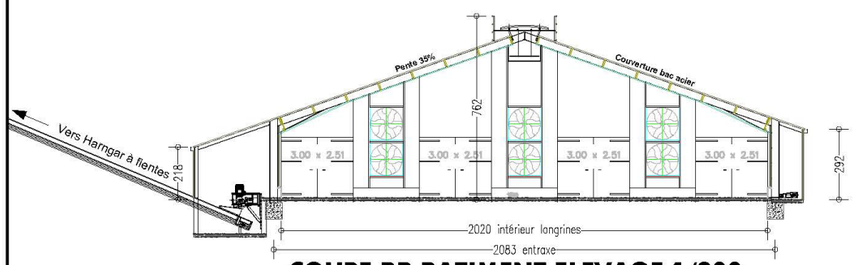
BATIMENT ELEVAGE 1/400



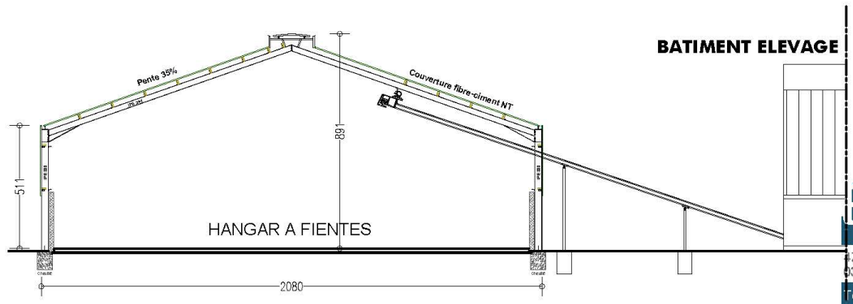
COUPE AA BATIMENT ELEVAGE 1/200



HANGAR A FIENTES 1/400



COUPE BB BATIMENT ELEVAGE 1/200



COUPE HANGAR A FIENTES 1/200

element architecture
JEAN-LUC DARQUÉ Architecte
47 Chemin des Crêtes
03500 SAINT POURÇAIN/S.
Tél. 04 70 45 58 15
accueil@element-architecture.fr
ELEMENT-ARCHITECTURE.FR
Inscrit à l'Ordre des architectes

PROJET	REF-AFF			DESS	INDICE	PHASE	DATE	ECH	PAGE
	24-27	GAEC AUTISSIER	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT AVICOLE ET D'UN HANGAR	JV	---	PC	18 12 2024	1/200 1/400	4

PC3- PLANS & COUPES

Le projet consiste en la construction d'un bâtiment avicole de plain-pied destiné à l'élevage de 40000 poules pondeuses en plein air et d'installations annexes (hangar à fientes,silos)

Il s'étire sur 136 m de long env. ,21.m de largeur env. .Son point le plus haut est le lanterneau à +7.62m.

Le hangar à fientes quant à lui s'étire sur une longueur d'environ 25m et une largeur d'environ 20.80m pour un point haut à 8.91m

Deux silos dédiés à l'alimentation des volailles , implantés à proximité du bâtiment d'élevage ,ont quant à eux une hauteur de 9.35m.

Le choix de cette parcelle répond à certains critères.

-Implantation du projet dans un rayon de plus de 100m d'une habitation tiers.

-A plus de 35 m d'un plan ou cours d'eau.

Le projet se situe sur la commune de BOUSSAC BOURG lieudit " BRANDE MONTMOULARDE".

Le terrain présente une faible pente de 3% environ du nord au sud . Nord étant le point le haut .Cela facilitera l'implantation des bâtiments.

L'accès se fait depuis le chemin des BOIS au Nord de la parcelle par deux portails.

La végétation qui sera conservée au mieux est composée d'une large zone de prairie, de quelques arbres de haute tige de haies et bosquets

en periphérie des parcelles formant clôture naturelle.

Le réseau ELEC sera raccordé au réseau ENEDIS parcelle BC 30.

Le réseau EAU sera raccordé au réseau AEP dans l 'angle nord est de la parcelle BC 31.

Les eaux pluviales seront évacuées dans des regards coté des longs pans dans le terrain.

En vue d'intervenir au plus vite en cas d'incendie sur le site ,l'exploitation disposera d'une citerne souple de 120m3.

Afin d'être facilement accessible et utilisable par le SDIS la réserve d'eau sera située du coté du portail n°2, à proximité du hangar à fientes et du bâtiment d'élevage.

Ces bâtiments ne reçoivent pas de public .Une à deux personnes de l'exploitation travaillent dans ces bâtiments.

Les matériaux choisis pour le bâtiment d'élevage et le hangar:

Façades : panneau sandwich coloris beige gris RAL 1019

Menuiseries métal Ral 1019

Toiture Bâtiment élevage : Bac acier coloris gris Trafic A RAL 7042 .

Toiture hangar à fientes : Fibre-ciment NT coloris gris clair.

element architecture
JEAN-LUC DARQUÉ Architecte
47 Chemin des Crêtes
03500 SAINT POURÇAIN/S.
Tél. 04 70 45 58 15
accueil@element-architecture.fr
ELEMENT-ARCHITECTURE.FR
Inscrit à l'Ordre des architectes

PROJET	REF-AFF	GAEC AUTISSIER	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT AVICOLE ET D'UN HANGAR	PC4 - NOTICE D'INSERTION	DESS	INDICE	PHASE	DATE	ECH	PAGE
	24-27				JV	---	PC	18 12 2024		5

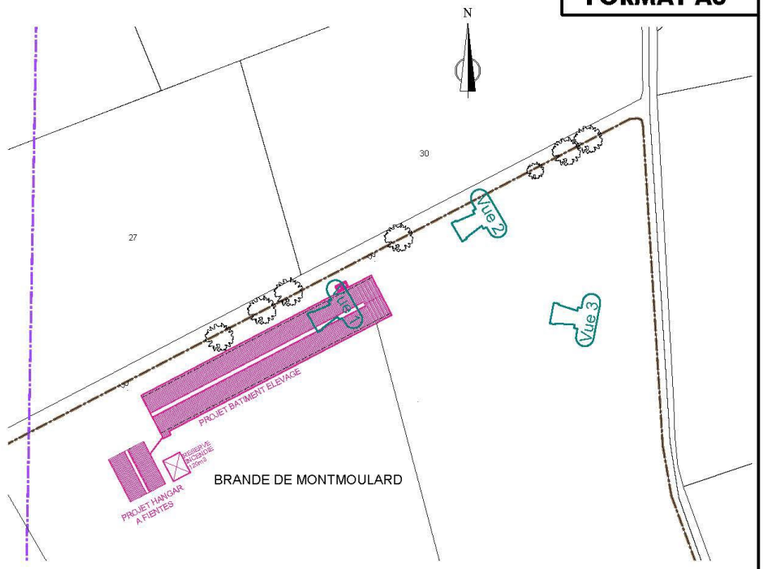
FORMAT A3



PC7 - VUE 1



PC8 - VUE 2



REPERAGE PHOTOS



PC8 - VUE 3



PC6 - INSERTION VUE 3

element architecture
JEAN-LUC DARQUÉ
Architecte
47 Chemin des Crêtes
03500 SAINT POURÇAIN/S.
Tél. 04 70 45 58 15
accueil@element-architecture.fr
ELEMENT-ARCHITECTURE.FR
Inscrit à l'Ordre des architectes

PROJET	REF-AFF	GAEC AUTISSIER	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT AVICOLE ET D'UN HANGAR	PC6 - PC7 - PC8	DESS	INDICE	PHASE	DATE	ECH	PAGE
	24-27				JV	---	PC	18 12 2024		7